



Groupama
Rapport Financier Semestriel
30 juin 2022

Groupama Assurances Mutuelles
Siège social : 8-10, rue d'Astorg 75383 Paris Cedex 08
343 115 135 RCS Paris
Entreprise régie par le Code des Assurances

SOMMAIRE

- I. Rapport semestriel d'activité
- II. États financiers combinés Groupama 30 juin 2022 – normes IFRS
- III. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle
- IV. Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

Rapport semestriel d'activité
30 Juin 2022

Les comptes combinés du Groupe pour le premier semestre 2022 ont été arrêtés par le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles, réuni ce 7 septembre 2022 sous la présidence de Jean-Yves Dagès. S'agissant de comptes semestriels, ils ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

Activité

Au 30 juin 2022, le chiffre d'affaires combiné de Groupama atteint 10,6 milliards d'euros, en hausse de +5,5% par rapport au 30 juin 2021.

L'activité est en forte progression en assurance de biens et responsabilité (+8,6%), dont le chiffre d'affaires atteint 5,7 milliards d'euros au 30 juin 2022. En assurance de la personne, le groupe réalise un chiffre d'affaires de 4,8 milliards d'euros, en hausse de +2,4% par rapport au 30 juin 2021.

Chiffre d'affaires Groupama au 30 juin 2022

en millions d'euros	30/06/2022	Evolution constante (en %)
Assurance de biens et responsabilité	5 708	+8,6 %
Assurance de la personne	4 788	+2,4%
Activités financières	111	-12,8%
TOTAL GROUPE	10 607	+5,5%

▪ En France

Le chiffre d'affaires de l'assurance en France au 30 juin 2022 s'établit à 9,1 milliards d'euros, en progression de +3,4% par rapport au 30 juin 2021.

En assurance de biens et responsabilité, le chiffre d'affaires s'élève à 4,7 milliards d'euros au 30 juin 2022, en croissance de +4,5% par rapport au 30 juin 2021. L'assurance des particuliers et professionnels s'inscrit en hausse de +2,2% à 2,6 milliards d'euros, portée par la croissance de l'assurance habitation (+2,6%) et automobile (+2,1%). L'assurance aux entreprises et collectivités augmente nettement (+5,8%) et atteint 861 millions d'euros. La croissance de la branche agricole (+4,8%) et la forte reprise de l'activité d'assistance (+52,6%) contribuent également à l'augmentation du chiffre d'affaires de l'assurance de biens et responsabilité sur le 1^{er} semestre 2022.

En assurance de la personne, le chiffre d'affaires est en hausse de +2,3% à 4,4 milliards d'euros au 30 juin 2022, porté par la croissance des branches santé et dommages corporels (+4,2%), provenant à la fois du développement de la santé collective (+8,1%), de la santé individuelle (+1,9%) et des acceptations collectives (+20,4%).

Le chiffre d'affaires vie et capitalisation du groupe en France diminue légèrement sur la période (-0,3%). Le développement de l'activité en épargne-retraite individuelle (+2,5%) vient atténuer la baisse de l'activité en retraite collective, qui avait bénéficié de primes exceptionnelles en 2021.

▪ A l'international

Sur le 1^{er} semestre 2022, l'activité atteint 1,4 milliard d'euros, en progression de +23,8% à périmètre et taux de change constants par rapport au 30 juin 2021, bénéficiant du fort développement de l'activité en Roumanie.

En assurance de biens et responsabilité, le chiffre d'affaires s'élève à 1,0 milliard d'euros au 30 juin 2022, en hausse de +33,2% par rapport à la période précédente. Cette forte croissance est portée par la branche automobile de tourisme (+48,4%) qui progresse dans la plupart des pays et particulièrement en Roumanie, qui bénéficie de la défaillance d'un concurrent majeur. Les bonnes performances des métiers agricoles (+25,4%) et de la branche dommages aux entreprises et collectivités (+20,2%) notamment en Hongrie, en Italie et en Roumanie contribuent également à la forte progression de l'assurance de biens et responsabilité.

En assurance de la personne, le chiffre d'affaires de 368 millions d'euros augmente de +3,7%. L'assurance de la personne individuelle est quasiment stable (-0,6%) sous l'effet de la baisse enregistrée en épargne retraite individuelle (-6,3%), principalement en Italie, compensée par les bonnes performances des branches santé (+20,9%) et prévoyance (+6,3%). L'assurance de la personne collective progresse quant à elle de +29,6% à 66 millions d'euros, en lien avec le net développement de la branche santé collective (+41,6%), notamment en Roumanie et de la croissance des branches retraite (+32,9%), principalement en Grèce.

▪ Activités financières

Le groupe réalise un chiffre d'affaires de 111 millions d'euros, provenant de Groupama Asset Management pour 107 millions d'euros et de Groupama Epargne Salariale pour 4 millions d'euros.

Résultats

Le résultat opérationnel économique du groupe s'élève à 284 millions d'euros au 30 juin 2022, en hausse de +20 millions d'euros par rapport au 30 juin 2021.

Il intègre le résultat opérationnel économique de l'assurance à hauteur de 304 millions d'euros au 30 juin 2022, en progression de +23,6% par rapport au 30 juin 2021. Ce résultat tient compte de l'effet de l'actualisation des provisions mathématiques des rentes non vie avec un taux de rendement des actifs prudemment estimé revu à la hausse dans un contexte de remontée des taux obligataires. Il prend en compte également les effets de l'accélération de l'inflation, avec la constitution d'une provision spécifique complémentaire de surinflation sur les sinistres d'assurance de biens et responsabilité.

En assurance de la personne, le résultat opérationnel s'élève à 231 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 168 millions d'euros au 30 juin 2021. Cette évolution est exclusivement imputable à l'activité en France qui affiche une progression de 63 millions d'euros sur la période.

En assurance de biens et responsabilité, le résultat opérationnel économique est quasiment stable à 74 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 78 millions d'euros au 30 juin 2021. Le 1^{er} semestre 2022 a été marqué par un niveau exceptionnellement élevé de sinistres climatiques avec des intempéries hivernales et des événements de grêle intenses sur une grande partie de la France au mois de juin, pour un coût total estimé au 30 juin 2022 à 694 millions d'euros. Pour y faire face, Groupama a mobilisé sur le terrain ses experts pour accompagner ses assurés sinistrés.

A l'inverse, les dégagements de provisions sur les exercices antérieurs sont en hausse au 30 juin 2022 du fait de l'impact positif du changement du taux d'actualisation des rentes non vie consécutif à la hausse des taux d'intérêt.

Au 30 juin 2022, le ratio combiné non-vie s'établit à 96,9% contre 98,1% au 30 juin 2021. Les charges d'exploitation sont maîtrisées avec un ratio de 28,1%, quasiment stable par rapport au 30 juin 2021.

Le résultat opérationnel économique des activités financières représente un profit de +22 millions d'euros et l'activité holding du groupe affiche un résultat opérationnel économique de -42 millions d'euros au 30 juin 2022.

Le passage du résultat opérationnel économique au résultat net intègre des éléments non récurrents. La marge financière non récurrente diminue de -88 millions d'euros par rapport au 30 juin 2021, du fait des impacts des marchés financiers moins favorables sur la variation de juste valeur des actifs financiers. Les plus-values réalisées sont quant à elles quasiment stables à 76 millions d'euros au 30 juin 2022.

Au global, le résultat net du groupe s'élève à +232 millions d'euros au 30 juin 2022 contre +297 millions d'euros au 30 juin 2021.

Bilan

Les fonds propres IFRS du groupe s'élèvent à 8,3 milliards d'euros au 30 juin 2022 contre 10,7 milliards d'euros au 31 décembre 2021. Cette évolution est liée à la baisse de la réserve de réévaluation (-2 564 millions d'euros) sous l'effet mécanique de la remontée des taux obligataires, qui n'est que partiellement compensée par la contribution positive du résultat net (+232 millions d'euros).

Les placements d'assurance s'élèvent à 82,1 milliards d'euros au 30 juin 2022. Les plus-values latentes du groupe sont fortement affectées par l'environnement de marché, en particulier par les taux d'intérêt qui pèsent sur les marchés obligataires. Elles s'élèvent à 1,3 milliard d'euros au 30 juin 2022, dont +637 millions d'euros sur les actions, +2,4 milliards d'euros sur l'immobilier et - 1,7 milliard d'euros sur les obligations.

Dans le cadre de notre politique de placements durables et de contribution au financement d'une économie décarbonée, le groupe a rejoint cette année la Net Zero Asset Owner Alliance et adhère en tant qu'investisseur aux United Nation Principles for Responsible Investments.

Les dettes subordonnées classées en dettes de financement sont stables par rapport au 31 décembre 2021 et s'élèvent à 2,1 milliards d'euros. Conformément au Green Bond Framework, le groupe a publié le 8 juillet 2022 son premier rapport annuel sur l'utilisation du montant de l'émission subordonnée verte émise en 2021 et les principaux impacts environnementaux des projets sous-jacents.

Au 30 juin 2022, le taux de couverture Solvabilité 2, sans mesure transitoire sur les provisions techniques, est de 215%. La hausse du taux de couverture de +32 points par rapport à fin 2021 provient principalement de l'évolution des conditions de marchés financiers. Le ratio intégrant la mesure transitoire sur provisions techniques, autorisée par l'ACPR, s'élève à 301%.

La solidité financière du Groupe est soulignée par Fitch Ratings qui a réhaussé la notation de Groupama à 'A+' perspective 'Stable' le 10 juin 2022.

Opérations avec les parties liées

Les opérations avec les parties liées sont détaillées dans le chapitre 3 du Document d'Enregistrement Universel 2021 enregistré auprès de l'AMF le 28 avril 2022 et disponible sur le site de la société (www.groupama.com).

Les opérations avec les parties liées n'ont pas présenté d'évolutions significatives depuis le 31 décembre 2021. Les conventions mises en place avec les caisses régionales se sont poursuivies de façon identique à celles présentées dans le du Document d'Enregistrement Universel 2021, tant dans l'application des conventions que dans l'ordre de grandeur.

Facteurs de risque

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis Groupama Assurances Mutuelles sont détaillés dans le chapitre 5 du Document d'Enregistrement Universel 2021 enregistré auprès de l'AMF le 28 avril 2022 et disponible sur le site de la société (www.groupama.com).

Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice en cours et il n'est pas anticipé d'incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le du Document d'Enregistrement Universel 2021.

Chiffres clés

A/ Chiffre d'affaires

en millions d'euros	30/06/2021		30/06/2022	2022/2021
	CA réel	CA Pro forma*	CA réel	Variation ** en %
> France	8 811	8 811	9 113	+3,4%
Assurance de la personne	4 320	4 320	4 420	+2,3%
Assurance de biens et responsabilité	4 491	4 491	4 693	+4,5%
> International & Outre-mer	1 163	1 117	1 384	+23,8%
Assurance de la personne	366	355	368	+3,7%
Assurance de biens et responsabilité	798	763	1 016	+33,2%
TOTAL ASSURANCE	9 974	9 928	10 497	+5,7%
Activités financières	127	127	111	-12,8%
TOTAL	10 101	10 055	10 607	+5,5%

* à données comparables

** Variation à périmètre et change constants

B/ Résultat opérationnel économique

en millions d'euros	30/06/2021	30/06/2022	Variation 2022/2021
Assurance France	221	273	+53
Assurance International	25	31	+6
Activités financières	41	22	-19
Holdings	-23	-42	-19
Résultat opérationnel économique	264	284	+20

Résultat opérationnel économique : correspond au résultat net retraité des plus et moins-values réalisées, des dotations et reprises de provisions pour dépréciation à caractère durable et des gains et pertes latentes sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur (l'ensemble de ces éléments sont nets de participation aux bénéfices et nets d'IS). Sont également retraités, les opérations exceptionnelles nettes d'IS, les amortissements de valeurs de portefeuilles et les dépréciations d'écarts d'acquisition (nets d'IS) et les charges de financement externe.

C/ Résultat net

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2021	30/06/2022	Variation 2022/2021
Résultat opérationnel économique	264	284	+20
Plus-values réalisées nettes de dotations aux provisions pour dépréciation à caractère durable	71	63	-8
Gains et pertes sur actifs financiers et dérivés comptabilisés à la juste valeur	30	-50	-80
Charges de financement externe	-25	-27	-2
Autres charges et produits	-43	-39	+4
Résultat net	297	232	-65

D/ Bilan

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2021	30/06/2022
Fonds propres IFRS	10 659	8 309
Titres subordonnés	3 231	3 231
- classés en instrument de capitaux propres	1 099	1 099
- classés en « Dettes de financement »	2 132	2 132
Plus-values latentes brutes	9 886	1 321
Total bilan	104 469	96 894

E/ Principaux ratios

	30/06/2021	30/06/2022
Ratio combiné non vie	98,1%	96,9%

	31/12/2021	30/06/2022
Ratio d'endettement *	27,8%	27,0%
Ratio de solvabilité 2 (avec mesure transitoire **)	271%	301%
Ratio de solvabilité 2 (sans mesure transitoire **)	183%	215%

* ratio calculé selon la méthode retenue par notre agence de notation

** mesure transitoire sur provisions techniques

F/Notation de solidité financière – Fitch Ratings

	Notation *	Perspective
Groupama Assurances Mutuelles et ses filiales	A+	Stable

* Insurer Financial Strength" (IFS)

États financiers combinés Groupama
30 juin 2022
Normes IFRS

SOMMAIRE

ÉTATS FINANCIERS	10
BILAN COMBINÉ	11
COMPTE DE RESULTAT COMBINÉ	13
ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	14
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	15
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	17
ANNEXE AUX COMPTES COMBINÉS	19
1. FAITS MARQUANTS ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	20
2. PRINCIPES, MÉTHODES ET PÉRIMÈTRE DE COMBINAISON.....	22
2.1. NOTE LIMINAIRE	22
2.2. PRINCIPES COMPTABLES	23
3. ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS	25
NOTE 1 – INFORMATION SECTORIELLE	25
NOTE 2 – ECARTS D’ACQUISITION	28
NOTE 3 – IMMOBILIER DE PLACEMENT HORS UC.....	29
NOTE 4 – IMMOBILIER D’EXPLOITATION	31
NOTE 5 – PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC.....	32
NOTE 6 – PLACEMENTS REPRESENTANT LES ENGAGEMENTS EN UC.....	39
NOTE 7 – INSTRUMENTS DERIVES ACTIFS ET PASSIFS ET DERIVES INCORPORES SEPARÉS.....	40
NOTE 8 – PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D’ASSURANCE ET FINANCIERS.....	41
NOTE 9 – PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE.....	42
NOTE 10 – IMPOTS DIFFERES.....	43
NOTE 11 – CREANCES NÉES DES OPERATIONS D’ASSURANCE OU DE REASSURANCE ACCEPTEE	44
NOTE 12 – CAPITAUX PROPRES, INTERETS MINORITAIRES.....	45
NOTE 13 – DETTES DE FINANCEMENT	47
NOTE 14 – PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS A DES CONTRATS D’ASSURANCE.....	48
NOTE 15 – PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS A DES CONTRATS FINANCIERS	50
NOTE 16 – DETTES DE LOYERS IFRS 16	51
NOTE 17 – ANALYSE DU CHIFFRE D’AFFAIRES	52
NOTE 18 – PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES DE GESTION	53
NOTE 19 – CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	55
NOTE 20 – CHARGES ET PRODUITS DES CSSIONS EN REASSURANCE	56
NOTE 21 – CHARGES DE FINANCEMENT	57
NOTE 22 – VENTILATION DE LA CHARGE D’IMPOT.....	58
AUTRES INFORMATIONS	60
NOTE 23 – LISTE DES ENTITES DU PERIMETRE ET PRINCIPALES EVOLUTIONS DU PERIMETRE	60

ÉTATS FINANCIERS

GROUPAMA
BILAN COMBINÉ (en millions d'euros)

ACTIF		30.06.2022	31.12.2021
Ecarts d'acquisition	Note 2	1 636	1 648
Autres immobilisations incorporelles		408	407
Actifs incorporels		2 045	2 055
Immobilier de placement hors UC	Note 3	2 237	2 047
Immobilier de placement en UC	Note 6	85	88
Immobilier d'exploitation	Note 4	868	883
Placements financiers hors UC	Note 5	67 110	75 493
Placements financiers en UC	Note 6	11 686	13 167
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	Note 7	63	39
Placements des activités d'assurance		82 050	91 718
Emplois des activités du secteur financier		118	163
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises mises en équivalence		184	177
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	Note 8	1 511	1 494
Autres immobilisations corporelles		285	279
Frais d'acquisition reportés		318	272
Participation aux bénéfices différée active	Note 9	624	3
Impôts différés actifs	Note 10	212	51
Créances nées des opérations d'assurance et de réassurance acceptée	Note 11	4 588	2 555
Créances nées des opérations de cession en réassurance		156	171
Créances d'impôt exigible et autres créances d'impôt		213	285
Autres créances		3 308	3 686
Autres actifs		9 704	7 301
Actifs destinés à la vente et abandons d'activités			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 283	1 561
TOTAL		96 894	104 469

Les notes en pages 19 à 62 font partie intégrante des états financiers combinés.

GROUPAMA
BILAN COMBINÉ (en millions d'euros)

PASSIF		30.06.2022	31.12.2021
Capital social ou fonds équivalents		669	670
Réserve de réévaluation	Note 12	(386)	2 178
Titres subordonnés perpétuels classés en capitaux propres		1 100	1 099
Autres réserves		7 210	6 798
Ecart de conversion		(517)	(579)
Résultat combiné		232	493
Capitaux propres (part du Groupe)		8 309	10 659
Intérêts ne conférant pas le contrôle		10	14
Capitaux propres totaux		8 319	10 672
Provisions pour risques et charges		487	580
Dettes de financement	Note 13	2 135	2 134
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	Note 14	65 936	64 815
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	Note 15	11 301	11 888
Participation aux bénéficiaires différée passive	Note 9	23	4 804
Ressources des activités du secteur financier		13	10
Impôts différés passifs	Note 10	4	519
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés		74	123
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire		49	202
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée		695	1 115
Dettes nées des opérations de cession en réassurance		511	433
Dettes d'impôt exigible et autres dettes d'impôt		174	199
Instruments dérivés passifs	Note 7	595	544
Dettes de loyers IFRS 16	Note 16	285	298
Autres dettes		6 292	6 136
Autres passifs		8 679	9 567
Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées			
TOTAL		96 894	104 469

Les notes en pages 19 à 62 font partie intégrante des états financiers combinés.

GROUPAMA
COMPTE DE RÉSULTAT COMBINÉ (en millions d'euros)

COMPTE DE RÉSULTAT		30.06.2022	30.06.2021
Primes émises	Note 17	10 497	9 974
Variation des primes non acquises		(2 588)	(2 398)
Primes acquises		7 909	7 577
Produit net bancaire, net du coût du risque		84	109
Produits des placements		1 126	1 046
Charges des placements		(383)	(314)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement		182	183
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat		(2 077)	808
Variation des dépréciations sur placements		(19)	(6)
Produits des placements nets de charges	Note 18	(1 172)	1 716
Total des produits des activités ordinaires		6 821	9 402
Charges des prestations des contrats	Note 19	(4 401)	(7 126)
Produits sur cession en réassurance	Note 20	169	189
Charges sur cession en réassurance	Note 20	(348)	(271)
Charges et produits des cessions nets en réassurance		(4 580)	(7 209)
Charges d'exploitation des activités du secteur financier		(56)	(53)
Frais d'acquisition des contrats		(1 056)	(973)
Frais d'administration		(288)	(254)
Autres produits et charges opérationnels courants		(463)	(436)
Total autres produits et charges courants		(6 443)	(8 924)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		378	478
Autres produits et charges opérationnels non courants		(29)	(22)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		349	456
Charges de financement	Note 21	(39)	(38)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		4	(13)
Impôts sur les résultats	Note 22	(82)	(108)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		232	297
Résultat net des activités abandonnées ou destinées à être abandonnées			
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE		232	297
dont Intérêts ne conférant pas le contrôle			
DONT RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)		232	297

Les notes en pages 19 à 62 font partie intégrante des états financiers combinés.

GROUPAMA
ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES
(en millions d'euros)

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	30.06.2022			30.06.2021		
	Part du Groupe	Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	Total	Part du Groupe	Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
Résultat de l'exercice	232		232	297		297
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Eléments recyclables en résultat						
Variation des écarts de conversion	62		62	4		4
Variation des plus et moins-values latentes brutes sur actifs disponibles à la vente	(8 619)	(23)	(8 642)	(1 424)	(2)	(1 426)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(82)		(82)			
Variation de la comptabilité reflet	5 365	20	5 385	1 020	1	1 021
Variation des impôts différés	772	1	773	137		137
Autres variations	(92)		(92)	(3)		(3)
Eléments non recyclables en résultat						
Réestimation de la dette actuarielle nette sur engagements de retraite à prestations définies	68		68	8		8
Variation des impôts différés	(18)		(18)	(2)		(2)
Autres variations						
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2 544)	(3)	(2 547)	(260)	0	(261)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	(2 312)	(3)	(2 315)	37	0	37

L'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, partie intégrante des états financiers, comprend, au-delà du résultat de la période, la variation de la réserve des plus et moins-values latentes brutes des actifs disponibles à la vente, minorée de la participation aux bénéfices différée et de l'impôt différé ainsi que la variation de la réserve liée aux écarts de conversion et des pertes et gains actuariels des avantages postérieurs à l'emploi.

Les notes en pages 19 à 62 font partie intégrante des états financiers combinés.

GROUPAMA
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en millions d'euros)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital ou fonds équivalents	Résultat	Titres subordonnés	Réserves consolidées	Réserve de réévaluation	Écart de conversion	Capitaux propres-Part du Groupe	Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2020	664	177	1 099	6 675	2 651	(562)	10 704	13	10 717
Affectation du résultat 2020		(177)		177					
Dividendes ⁽¹⁾				(61)			(61)	(1)	(63)
Variation de capital	7						7		7
Regroupement d'entreprises									
Autres									
Incidence des opérations avec les actionnaires/sociétaires	7	(177)		116			(55)	(1)	(56)
Écarts de conversion						(17)	(17)		(17)
Actifs disponibles à la vente					(2 011)		(2 011)	(3)	(2 014)
Comptabilité reflet					1 338		1 338	3	1 341
Impôts différés				(3)	201		197		197
Gains et pertes actuariels des avantages postérieurs à l'emploi				11			11		11
Autres				(2)			(2)		(2)
Résultat de l'exercice		493					493	1	494
Total des produits et charges reconnus sur la période		493		6	(472)	(17)	9	2	11
Total des mouvements sur la période	7	315		122	(472)	(17)	(45)	0	(45)
Capitaux propres au 31/12/2021	670	493	1 099	6 798	2 178	(579)	10 659	14	10 672
Affectation du résultat 2021		(493)		493					
Dividendes ⁽¹⁾				(37)			(37)		(38)
Variation de capital	(1)						(1)		(1)
Regroupement d'entreprises									
Autres									
Incidence des opérations avec les actionnaires/sociétaires	(1)	(493)		456			(38)	(0)	(39)
Écarts de conversion				(79)		62	(17)	0	(17)
Actifs disponibles à la vente					(8 619)		(8 619)	(23)	(8 642)
Comptabilité reflet					5 365		5 365	20	5 385
Impôts différés				(18)	772		754	1	755
Gains et pertes actuariels des avantages postérieurs à l'emploi				68			68		68
Autres			1	(14)	(82)		(95)		(95)
Résultat de l'exercice		232					232		232
Total des produits et charges reconnus sur la période		232	1	(43)	(2 564)	62	(2 312)	(3)	(2 315)
Total des mouvements sur la période	(1)	(260)	1	412	(2 564)	62	(2 350)	(3)	(2 353)
Capitaux propres au 30/06/2022	669	232	1 100	7 210	(386)	(517)	8 309	10	8 319

⁽¹⁾ S'agissant des dividendes portant sur la variation des capitaux propres – part du Groupe, ils correspondent notamment à la rémunération des titres subordonnés classés en fonds propres en normes IFRS.

Les notes en pages 19 à 62 font partie intégrante des états financiers combinés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital ou fonds équivalents	Résultat	Titres subordonnés	Réserves consolidées	Réserve de réévaluation	Écart de conversion	Capitaux propres-Part du Groupe	Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2020	664	177	1 099	6 675	2 651	(562)	10 704	13	10 717
Affectation du résultat 2020		(177)		177					
Dividendes ⁽¹⁾				(36)			(36)	(1)	(37)
Variation de capital	4						4		4
Regroupement d'entreprises									
Autres									
Incidence des opérations avec les actionnaires/sociétaires	4	(177)		142			(31)	(1)	(33)
Écarts de conversion						4	4		4
Actifs disponibles à la vente					(1 424)		(1 424)	(2)	(1 426)
Comptabilité reflet					1 020		1 020	1	1 021
Impôts différés				(2)	137		134		134
Gains et pertes actuariels des avantages postérieurs à l'emploi				8			8		8
Autres				(3)			(3)		(3)
Résultat de l'exercice		297					297		297
Total des produits et charges reconnus sur la période		297		3	(268)	4	37		37
Total des mouvements sur la période	4	120		144	(268)	4	5	(1)	4
Capitaux propres au 30/06/2021	668	297	1 099	6 819	2 383	(557)	10 709	12	10 721

⁽¹⁾ S'agissant des dividendes portant sur la variation des capitaux propres – part du Groupe, ils correspondent notamment à la rémunération des titres subordonnés classés en fonds propres en normes IFRS.

Les notes en pages 19 à 62 font partie intégrante des états financiers combinés.

GROUPAMA
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (en millions d'euros)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 561
Créances sur les établissements de crédit des activités du secteur financier	18
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	(202)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier 2022	1 378
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 283
Créances sur les établissements de crédit des activités du secteur financier	24
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	(49)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin 2022	1 258

Les notes en pages 19 à 62 font partie intégrante des états financiers combinés.

Le tableau de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte et conformément à la présentation préconisée par l'Autorité des normes comptables dans la recommandation n° 2013-R-05 du 7 novembre 2013.

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	30.06.2022	30.06.2021
Résultat opérationnel avant impôt	349	456
Plus ou moins-values de cession des placements	(172)	(173)
Dotations nettes aux amortissements	133	126
Variation des frais d'acquisition reportés	(47)	(28)
Variation des dépréciations	14	(3)
Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et contrats financiers	577	3 313
Dotations nettes aux autres provisions	(42)	(4)
Variation de la juste valeur des placements et instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalent de trésorerie)	2 077	(808)
Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel	21	11
Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel différents des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement	2 560	2 434
Variation des créances et dettes d'exploitation	(2 087)	(2 746)
Variation des créances et dettes d'exploitation des activités du secteur financier	55	(12)
Variation des valeurs données ou reçues en pension	270	(679)
Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs	84	136
Impôts nets décaissés	(41)	44
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	1 189	(367)
Acquisitions/cessions de filiales et coentreprises, nettes de la trésorerie acquise/cédée		
Prises de participation/cessions dans les entreprises mises en équivalence	1	
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	1	
Acquisitions nettes de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés	(928)	978
Acquisitions nettes d'immobilier de placement	(142)	(172)
Acquisitions nettes et/ou émissions de placements et instruments dérivés des autres activités		
Autres éléments ne correspondant pas à des flux monétaires	(12)	(7)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions de placement	(1 082)	799
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles et immobilisations d'exploitation	(137)	(93)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(137)	(93)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(1 219)	707
Droits d'adhésion		
Emission d'instruments de capital	(1)	4
Remboursement d'instruments de capital		
Opération sur actions propres		
Dividendes payés ⁽¹⁾	(38)	(37)
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et les sociétaires	(39)	(33)
Trésorerie affectée aux dettes de financement		
Intérêts payés sur dettes de financement et dettes de loyers	(39)	(38)
Trésorerie générée par les dettes de loyers IFRS 16	(12)	(25)
Flux de trésorerie liés au financement du groupe	(50)	(62)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(89)	(95)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 378	1 097
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	1 189	(367)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(1 219)	707
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(89)	(95)
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs cédés ou abandonnés		
Effet des variations de change sur la trésorerie	(1)	(2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin	1 258	1 339

⁽¹⁾ Ils correspondent notamment à la rémunération des titres subordonnés classés en fonds propres en normes IFRS.

Les notes en pages 19 à 62 font partie intégrante des états financiers combinés

ANNEXE AUX COMPTES COMBINÉS

1. FAITS MARQUANTS ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

FAITS MARQUANTS

Solidité Financière

Notation financière

Le 10 juin 2022, Fitch Ratings a relevé la notation de Groupama à 'A+' avec une perspective 'Stable'. Ce rehaussement de notation reflète l'opinion de Fitch selon laquelle Groupama a consolidé sa très forte capitalisation en 2021, tout en maintenant un effet de levier financier modéré, une performance financière solide et un profil d'actifs risqués stable. La notation reflète également un profil commercial du groupe très solide en France.

Activités

Offres durables

Depuis mai 2022, le Groupe Groupama, via sa filiale Groupama Gan Vie, offre à ses épargnants la possibilité de contribuer à l'objectif mondial de réduction de l'empreinte carbone. Et ce par le biais de « Porphyre Transition Climat Septembre 2022 », un titre de créance vert émis par un établissement de crédit renommé de la place. Construit en limitant son empreinte carbone, il intègre également un dispositif de compensation des émissions résiduelles du placement.

Groupama a annoncé le 2 juin 2022 le lancement d'une assurance dommages jeunes plantations pour les projets de boisement ou reboisement. Cette offre qui assure les jeunes plantations contre le gel et la sécheresse, en plus de la tempête, grêle et poids de la neige s'inscrit dans le soutien par le groupe du développement du bas-carbone.

Investissements responsables

Le Groupe a mis en ligne fin juin 2022 son rapport ESG Climat 'Investissement responsable' qui répond à des obligations légales en matière de reporting extra-financier, notamment la première année de mise en œuvre du nouvel article 29 de la loi Climat en France. Dans ce rapport, Groupama met en avant les différentes dimensions de son action pour lutter contre le changement climatique et protéger la biodiversité et annonce ses nouveaux engagements :

- 1,2 milliards d'euros d'investissements durables supplémentaires entre 2022 et 2024
- Réduction de 50% de l'intensité carbone des portefeuilles actions et obligations d'entreprises entre 2021 et 2030, sur une trajectoire d'alignement avec les accords de Paris
- Renforcement en 2022 de la politique sur les énergies non conventionnelles du Groupe, avec la fin de tout nouvel investissement en direct dans les entreprises concourant au développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers non conventionnels tout en continuant de soutenir et financer les entreprises soucieuses de contribuer à la transition énergétique (filiale ou projet dédié au financement de la Transition énergétique, obligations vertes...).

Intempéries

Le premier semestre 2022 a été marqué par des intempéries, notamment de violents orages de grêle successifs qui ont touché de nombreuses régions françaises entre le 20 mai et la fin juin, pour un coût brut de 694 millions d'euros. Cette charge se décompose en 633 millions d'euros de pures charges climatiques et en une évaluation de 61 millions d'euros de dommages climatiques affectés à l'automobile (57 millions d'euros) et à l'habitation. Pour y faire face, Groupama a mobilisé sur le terrain ses experts pour accompagner ses assurés sinistrés.

Inflation

La hausse des prix à la consommation s'est accélérée sur les 6 premiers mois de l'année, notamment en France où elle atteint +5,8% en juin sur un an (source : première estimation provisoire publiée par l'Insee le 30 juin). Le niveau des 5% d'inflation n'avait plus été franchie depuis le mois de septembre 1985. Dans ce contexte, une provision spécifique complémentaire de surinflation a été constituée dans les entités du groupe tant en France qu'à l'International sur les branches dommages. Le résultat du 1^{er} semestre 2022 intègre ainsi une charge de 64 millions d'euros après impôt (qui se rajoutent à la charge nette d'IS de 30 millions d'euros constituée à fin 2021 lorsque les premiers signes d'inflation se sont fait sentir au dernier trimestre 2021).

Rapport Green Bond

Le 7 juillet 2021, Groupama a lancé sa première émission de dettes subordonnées vertes pour un montant total de 500 millions d'euros. Conformément au Green Bond Framework, le groupe a publié le 8 juillet 2022 son premier rapport annuel sur l'utilisation du montant de l'émission et les principaux impacts environnementaux des projets sous-jacents.

Au 31 décembre 2021, la totalité des 500 millions d'euros émis a été affectée à des projets verts et la répartition de l'allocation est la suivante :

- Immobilier vert : 60,8%
- Infrastructures : 37,6%
- Forêts : 1,6%.

Hyper inflation en Turquie

L'économie turque est entrée en hyper-inflation au sens de la norme IAS 29. A ce titre les comptes de la filiale turque ont été intégrés en appliquant les dispositions de cette norme. Compte tenu de la matérialité de cet impact, un ajustement global a été enregistré dans les comptes du Groupe impactant uniquement les capitaux propres et le résultat.

L'incidence sur les comptes du groupe de l'application de cette méthode comptable se traduit par un effet résultat de +1 M€ et de -79 millions d'euros en réserves consolidées (en contrepartie de l'écart de conversion positionné dans les capitaux propres).

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant

2. PRINCIPES, MÉTHODES ET PÉRIMÈTRE DE COMBINAISON

2.1. NOTE LIMINAIRE

Groupama Assurances Mutuelles est une caisse de réassurance mutuelle agricole à compétence nationale, société d'assurance mutuelle de forme particulière, entièrement détenue par les Caisses Régionales d'Assurance et de Réassurance Mutuelles Agricoles et les Caisses Spécialisées (« caisses régionales »). « Groupama Assurances Mutuelles » est son appellation usuelle. Sa dénomination sociale est « Caisse Nationale de Réassurance Mutuelle Agricole Groupama ». La société est domiciliée en France. Son siège social est situé au 8-10, rue d'Astorg, 75008, Paris, France.

Les principales missions de Groupama Assurances Mutuelles, organe central du réseau Groupama, réassureur unique des caisses régionales et société mère du groupe Groupama sont les suivantes :

- veiller à la cohésion et au bon fonctionnement du réseau Groupama ;
- veiller à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux organismes du réseau ;
- exercer un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion des organismes du réseau Groupama ;
- définir et mettre en œuvre la stratégie opérationnelle du groupe Groupama, en concertation avec les caisses régionales et dans le cadre des orientations fixées par le Conseil d'orientation mutualiste ;
- réassurer les caisses régionales ;
- piloter l'ensemble des filiales ;
- mettre en place le programme de réassurance externe de l'ensemble du Groupe ;
- prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la solvabilité et le respect des engagements de chacun des organismes du réseau comme de l'ensemble du Groupe ;
- établir les comptes combinés.

Au titre de ses activités, la Société est régie par les dispositions du Code de Commerce et du Code des Assurances, et soumise au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Les comptes combinés sont relatifs au groupe Groupama, constitué de l'ensemble des caisses locales, des caisses régionales, de Groupama Assurances Mutuelles et de ses filiales.

Les liens entre les différentes entités du Groupe sont régis :

- dans le pôle Groupama Assurances Mutuelles, par des relations capitalistiques. En contrepartie d'une certaine autonomie opérationnelle, chacune des filiales est soumise aux contraintes et devoirs définis par l'environnement de Groupama Assurances Mutuelles, notamment en matière de contrôle
- dans le pôle mutualiste :
 - par une convention de réassurance interne liant les caisses régionales à Groupama Assurances Mutuelles ;
 - par un dispositif de sécurité et de solidarité entre l'ensemble des caisses régionales et Groupama Assurances Mutuelles.

La liste des entités incluses dans le périmètre de combinaison des états financiers combinés du Groupe et les évolutions de ce périmètre figurent en note 23 de l'annexe des états financiers.

Les comptes combinés au 30 juin 2022 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration qui s'est tenu en date du 7 septembre 2022.

2.2. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes combinés au 30 juin 2022 du Groupe sont établis conformément aux dispositions des normes comptables internationales (« International Financial Reporting Standards ») et interprétations applicables au 30 juin 2022 telles qu'adoptées par l'Union Européenne et notamment conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

Ils sont préparés selon des principes comptables cohérents avec ceux retenus pour les comptes combinés au 31 décembre 2021 pour les normes et interprétations déjà existantes à cette date et qui n'ont pas changé depuis. Ils doivent être lus en complément des états financiers combinés au 31 décembre 2021.

Suite à la qualification de la Turquie en économie hyperinflationniste selon les IFRS à compter du 1^{er} avril 2022, le Groupe a appliqué pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2022 les dispositions de la norme IAS 29 relative à l'hyperinflation sur les états financiers de ses filiales turques. L'application de cette norme n'a pas d'impact significatif sur les états financiers combinés du Groupe.

2.2.1 Nouvelles normes mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2022

Les normes et interprétations d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 ont été appliquées pour l'établissement des comptes du Groupe au 30 juin 2022. Leur application n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2022. Les normes concernées sont les suivantes :

- Amendements à IAS 16 : Immobilisations corporelles - Produits générés avant l'utilisation prévue
- Amendements à IFRS 3 : Mise à jour de la référence au cadre conceptuel
- Amendements à IAS 37 : Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire

2.2.2 Principales normes et amendements publiés par l'IASB et adoptés par l'Union Européenne mais non encore en vigueur

➤ IFRS 17 – Contrats d'assurance

La norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance a été adoptée en novembre 2021 par l'Union Européenne avec, par rapport aux dispositions de la norme et ses amendements publiés par l'IASB en mai 2017 et juin 2020, une dérogation optionnelle sur l'exigence de cohortes annuelles dans certains cas spécifiques. Ses dispositions remplaceront à partir du 1^{er} janvier 2023 (avec exercice comparatif obligatoire en 2022) celles appliquées selon la norme IFRS 4 actuellement en vigueur.

La norme IFRS 17 modifiera considérablement la comptabilité des contrats d'assurance actuellement pratiquée. Celle-ci pose les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats d'assurance qui entrent dans son champ d'application (contrats d'assurance émis, traités de réassurance émis et détenus, et contrats d'investissement avec participation discrétionnaire émis à condition que l'entité émette aussi des contrats d'assurance).

IFRS 17 introduit un modèle général d'évaluation des passifs d'assurance reposant sur une approche « building blocks » comprenant :

- Les flux de trésorerie d'exécution, soit :
 - o Les estimations des flux de trésorerie futurs ;
 - o Un ajustement pour refléter la valeur temps de l'argent (c'est-à-dire une actualisation de ces flux de trésorerie futurs) et les risques financiers associés aux flux de trésorerie futurs ;
 - o Un ajustement pour le risque non financier.
- La marge de service contractuelle.

La marge de service contractuelle correspond au profit non acquis que l'entité comptabilisera en résultat à mesure qu'elle fournira les services aux assurés. Elle ne peut pas être négative : en cas de contrat déficitaire à l'origine, la perte future est constatée immédiatement en résultat.

A chaque date de clôture ultérieure, la valeur comptable d'un groupe de contrats d'assurance doit être réévaluée comme étant la somme du passif au titre de la couverture restante (constitué des flux de trésorerie d'exécution afférents aux services futurs et de la marge de service contractuelle à cette date) et du passif au titre des sinistres survenus (constitué des flux de trésorerie d'exécution afférents aux services déjà rendus). La marge de service contractuelle est ajustée des variations de flux de trésorerie relatifs aux services futurs provenant d'hypothèses non financières. Celle-ci ne pouvant pas être négative, les variations des flux de trésorerie d'exécution non compensées par les variations de la marge de service contractuelle doivent être reconnues en résultat.

Ce modèle général fait l'objet d'adaptations pour certains contrats d'assurance présentant des caractéristiques spécifiques. Ainsi, le modèle d'évaluation « Variable Fee Approach » (VFA) est le modèle obligatoire pour évaluer les contrats d'assurance avec participation directe. Ce modèle permet d'intégrer, dans l'ajustement de la marge de service contractuelle, l'ensemble des changements de flux relatifs aux services futurs, y compris ceux relatifs aux hypothèses financières ainsi qu'aux options et garanties.

La norme permet par ailleurs d'appliquer un modèle d'évaluation simplifié « Premium Allocation Approach » basé sur la méthode de la répartition des primes pour l'évaluation du passif relatif à la couverture restante sous réserve que cette évaluation ne soit pas significativement différente de celle du modèle général ou que la période de couverture de chacun des contrats du groupe de contrats n'excède pas un an.

La norme doit être appliquée de manière rétrospective. Si une application rétrospective de la norme s'avère impraticable, les dispositions transitoires de la norme permettent de recourir à deux options alternatives, l'approche rétrospective modifiée et l'approche fondée sur la juste valeur.

Le groupe Groupama s'est organisé pour appliquer la norme IFRS 17 dans les délais requis, soit pour la première fois à compter de l'exercice débutant le 1^{er} janvier 2023. Les travaux d'identification des problématiques de mise en œuvre de la norme et l'évaluation de ses impacts quantitatifs sur les états financiers combinés sont actuellement en cours et ne permettent pas à ce stade une communication d'impacts dans les états financiers. Ces travaux sont réalisés de concert avec les travaux d'analyse d'impacts de la norme IFRS 9.

➤ IFRS 9 – Instruments financiers

Concernant la norme IFRS 9 sur les instruments financiers et son amendement « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » adoptés en novembre 2016 et mars 2018 par l'Union Européenne, le Groupe a choisi de différer leur application jusqu'à l'exercice débutant à compter du 1^{er} janvier 2023 conformément aux amendements d'IFRS 4 « Appliquer la norme IFRS 9 – Instruments financiers avec IFRS 4 – Contrats d'assurance » et « Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9 » adoptés en novembre 2017 et décembre 2020 qui permettent aux groupes dont l'activité prépondérante est l'assurance de différer l'application de la norme IFRS 9 au plus tard jusqu'aux périodes annuelles débutant à compter du 1^{er} janvier 2023. Le Groupe répond en effet aux critères d'éligibilité définis dans l'amendement pour différer l'application de la norme IFRS 9.

La norme IFRS 9 affectera le classement et l'évaluation des actifs financiers du groupe. Le classement et l'évaluation d'un actif financier dépendra du modèle d'entreprise (« business model ») auquel il appartient et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels.

L'évaluation de l'impact de la norme IFRS 9 sur les états combinés du Groupe, en combinaison avec l'application de la norme IFRS 17, est en cours.

2.2.3 Préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe en conformité avec les IFRS exige de la part de la direction de Groupama le choix d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui ont un impact sur le montant des actifs, des passifs, des produits et des charges ainsi que sur l'élaboration des notes annexes. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles des estimations étaient nécessaires peuvent s'avérer différents de celles-ci et entraîner un ajustement des états financiers.

Dans le cadre de la préparation des états financiers combinés semestriels, les jugements émis par la direction dans l'application des principes comptables du Groupe portent sur les mêmes postes des états financiers que dans les comptes combinés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Tous les montants du bilan combiné, du compte de résultat combiné, de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, du tableau de variation des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et des annexes sont en millions d'euros sauf si mentionnés différemment. Ces montants sont arrondis. Des différences liées aux arrondis peuvent exister.

3. ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1 – INFORMATION SECTORIELLE

NOTE 1.1 – INFORMATION SECTORIELLE PAR SEGMENT OPERATIONNEL

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Actifs incorporels	1 064	981	2 045	1 053	1 002	2 055
Placements des activités d'assurance	75 336	6 714	82 050	84 447	7 270	91 718
Emplois des activités du secteur financier	118		118	163		163
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises mises en équivalence		184	184		177	177
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	1 335	176	1 511	1 366	128	1 494
Autres actifs	8 827	878	9 704	6 374	927	7 301
Actifs destinés à la vente et abandons d'activités						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 182	101	1 283	1 391	170	1 561
Actif total combiné	87 860	9 033	96 894	94 794	9 675	104 469
Provisions pour risques et charges	406	81	487	499	80	580
Dettes de financement	2 135		2 135	2 134		2 134
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	61 287	4 649	65 936	60 155	4 659	64 815
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	9 306	1 995	11 301	9 856	2 032	11 888
Participation aux bénéfices différée passive	23		23	4 716	88	4 804
Ressources des activités du secteur financier	13		13	10		10
Autres passifs	8 296	383	8 679	9 045	523	9 567
Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées						
Passif total combiné hors capitaux propres	81 466	7 109	88 575	86 415	7 382	93 797

NOTE 1.2 – INFORMATION SECTORIELLE PAR ACTIVITE

En millions d'euros	30.06.2022									
	France					International				Total
	Dommages aux biens et respons.	Assurance de la personne	Activité du secteur financier	Holding	Total	Dommages aux biens et respons.	Assurance de la personne	Holding	Total	
Primes acquises	3 089	3 691			6 779	780	349		1 129	7 909
Produit net bancaire, net du coût du risque			84		84					84
Produits des placements	113	902		(10)	1 005	63	56	1	120	1 126
Charges des placements	(56)	(311)		15	(352)	(21)	(11)		(31)	(383)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	40	102		12	153	19	9		29	182
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	(47)	(1 909)		(1)	(1 957)	1	(120)		(119)	(2 077)
Variation des dépréciations sur placements	(7)	(5)		(6)	(18)		(2)		(2)	(19)
Total des produits des activités ordinaires	3 132	2 470	84	9	5 695	843	281	1	1 125	6 821
Charges des prestations des contrats	(2 108)	(1 599)			(3 707)	(504)	(190)		(694)	(4 401)
Produits sur cession en réassurance	66	54			120	48	1		49	169
Charges sur cession en réassurance	(212)	(69)			(281)	(65)	(2)		(67)	(348)
Charges d'exploitation des activités du secteur financier			(56)		(56)					(56)
Frais d'acquisition des contrats	(497)	(333)			(830)	(173)	(53)		(226)	(1 056)
Frais d'administration	(128)	(88)			(216)	(55)	(18)		(72)	(288)
Autres produits et charges opérationnels courants	(199)	(138)	1	(68)	(404)	(38)	(20)	(1)	(59)	(463)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	54	298	30	(59)	322	56	(1)	0	55	378
Autres produits et charges opérationnels	(11)			(3)	(14)	(13)	(3)		(15)	(29)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	43	298	30	(63)	308	43	(3)	0	40	349
Charges de financement	(2)			(36)	(38)					(39)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence						4			4	4
Impôts sur les résultats	(10)	(72)	(7)	31	(58)	(25)	2		(23)	(82)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	31	226	22	(68)	212	22	(2)	0	20	232
Résultat net des activités abandonnées ou destinées à être abandonnées										
TOTAL RÉSULTAT NET	31	226	22	(68)	212	22	(2)	0	20	232
dont intérêts ne conférant pas le contrôle										
DONT RÉSULTAT NET (PART GROUPE)	31	226	22	(68)	212	22	(2)	0	20	232

En millions d'euros	30.06.2021									
	France					International				Total
	Dommages aux biens et respons.	Assurance de la personne	Activité du secteur financier	Holding	Total	Dommages aux biens et respons.	Assurance de la personne	Holding	Total	
Primes acquises	2 929	3 588			6 518	708	352		1 059	7 577
Produit net bancaire, net du coût du risque			109		109					109
Produits des placements	108	851		(5)	954	44	47	1	93	1 046
Charges des placements	(52)	(251)		18	(285)	(19)	(10)		(29)	(314)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	50	121		3	174	6	3		9	183
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	14	749		4	768		40		40	808
Variation des dépréciations sur placements	(2)	(3)		(1)	(6)				(1)	(6)
Total des produits des activités ordinaires	3 047	5 055	109	20	8 231	739	431	1	1 171	9 402
Charges des prestations des contrats	(2 073)	(4 253)			(6 326)	(453)	(347)		(800)	(7 126)
Produits sur cession en réassurance	120	52			173	15			16	189
Charges sur cession en réassurance	(177)	(62)			(239)	(32)	(1)		(33)	(271)
Charges d'exploitation des activités du secteur financier			(53)		(53)					(53)
Frais d'acquisition des contrats	(465)	(298)			(763)	(160)	(50)		(210)	(973)
Frais d'administration	(114)	(84)			(198)	(39)	(17)		(56)	(254)
Autres produits et charges opérationnels courants	(190)	(140)	1	(54)	(383)	(45)	(7)	(1)	(53)	(436)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	149	272	57	(34)	443	24	10	1	35	478
Autres produits et charges opérationnels	(17)	(1)		1	(17)	(4)	(1)		(5)	(22)
RÉSULTAT OPERATIONNEL	132	271	57	(33)	426	20	9	1	30	456
Charges de financement	(2)			(34)	(37)	(1)			(1)	(38)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence			(15)		(15)	2			2	(13)
Impôts sur les résultats	(52)	(84)	(16)	48	(103)	(4)	(1)		(5)	(108)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	78	186	26	(19)	272	18	7	1	26	297
Résultat net des activités abandonnées ou destinées à être abandonnées										
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE	78	186	26	(19)	272	18	7	1	26	297
dont intérêts ne conférant pas le contrôle										
DONT RÉSULTAT NET (PART GROUPE)	78	186	26	(19)	271	18	7	1	26	297

NOTE 2 – ECARTS D'ACQUISITION

NOTE 2.1 – ECARTS D'ACQUISITION

En millions d'euros	30.06.2022				31.12.2021
	Valeur brute	Pertes de valeur	Ecart de conversion	Valeur nette	Valeur nette
Valeur à l'ouverture	2 907	(925)	(334)	1 648	1 654
Entrées de périmètre					
Sorties de périmètre					
France					(2)
Pays de l'Europe centrale et orientale			(11)	(11)	(4)
Italie					
Autres mouvements de l'exercice			(11)	(11)	(6)
Valeur à la clôture	2 907	(925)	(346)	1 636	1 648

Le regroupement au sein d'une seule unité génératrice de trésorerie pour l'ensemble des pays de l'Europe centrale et orientale s'explique notamment par une gestion centralisée des accords de bancassurance.

Mouvements de l'exercice :

Les mouvements ayant affecté les écarts d'acquisition au bilan correspondent à des différences liées aux écarts de conversion.

Test de dépréciation :

Les écarts d'acquisition donnent lieu à un test de dépréciation au moins une fois par an. Ce test est mené à l'échelle de l'unité génératrice de trésorerie lors de chaque arrêté annuel.

La valeur d'utilité de référence pour la justification des tests de dépréciation correspond à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs devant être générés par cette unité génératrice de trésorerie.

Les flux retenus correspondent en règle générale :

- A une période explicite qui s'appuie pour les premières années sur la planification stratégique opérationnelle du Groupe. Celle-ci fait l'objet d'un processus itératif d'échange entre le management local et le Groupe ;
- Au-delà de la période explicite, la chronique de flux est complétée par une valeur terminale. Cette valeur terminale s'appuie sur des hypothèses de croissance à long terme appliquées à une projection actualisée d'un flux normé ;
- La marge de solvabilité intégrée dans les plans d'affaires est évaluée selon les règles prudentielles fixées par la directive Solvabilité 2 pour les filiales dont le pays est soumis à cette réglementation.

Lors d'un arrêté intermédiaire, le Groupe mène certains travaux de contrôle interne visant à détecter tout indicateur de perte de valeur.

Au cours du 1^{er} semestre 2022, aucun indicateur de perte de valeur n'a été détecté.

Il convient de rappeler qu'au cours des exercices 2009 à 2021, le Groupe a procédé à une dépréciation des écarts d'acquisition de 925 millions d'euros relative aux unités génératrices de trésorerie suivantes :

- Pays de l'Europe centrale et orientale pour un total de 502 millions d'euros dont : 113 millions d'euros en 2009 correspondant au risque de démarrage d'activités dans des pays émergents de l'Europe de l'Est où est implanté le groupe OTP Bank, 79 millions d'euros en 2010, 51 millions d'euros en 2011 et 260 millions d'euros en 2012 ;
- Grèce : 39 millions d'euros en 2011 et 9 millions d'euros en 2012 ;
- Turquie : 88 millions d'euros en 2016 et 58 millions d'euros en 2017 ;
- Italie : 102 millions d'euros en 2019 et 126 millions d'euros en 2020.

NOTE 3 – IMMOBILIER DE PLACEMENT HORS UC

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	Immeubles	Parts SCI	Total	Immeubles	Parts SCI	Total
Valeur brute à l'ouverture	2 219	215	2 434	1 486	212	1 699
Acquisitions	28	11	38	251	26	278
Variation de périmètre						
Dépenses ultérieures						
Production immobilisée de l'exercice	156		156	211		211
Transfert de/vers les immeubles en UC						
Transfert de/vers les immeubles d'exploitation	2		2	323	(1)	322
Ecart de conversion				(1)		(1)
Cessions	(22)	(6)	(28)	(52)	(22)	(74)
Autres		27	27			
Valeur brute à la clôture	2 383	246	2 629	2 219	215	2 434
Amortissements cumulés à l'ouverture	(316)		(316)	(265)		(265)
Augmentation	(12)		(12)	(25)		(25)
Variation de périmètre						
Transfert de/vers les immeubles en UC						
Transfert de/vers les immeubles d'exploitation	(1)		(1)	(44)		(44)
Diminution	7		7	17		17
Autres						
Amortissements cumulés à la clôture	(322)		(322)	(316)		(316)
Dépréciation durable cumulée à l'ouverture	(69)	(3)	(71)	(11)	(7)	(19)
Dépréciation durable comptabilisée				(16)		(16)
Variation de périmètre						
Transfert de/vers les immeubles d'exploitation				(43)		(43)
Dépréciation durable reprise	1		1	1	5	6
Dépréciation durable cumulée à la clôture	(67)	(3)	(70)	(69)	(3)	(71)
Valeur nette à l'ouverture	1 834	212	2 047	1 210	205	1 415
Valeur nette à la clôture	1 993	244	2 237	1 834	212	2 047
Juste valeur des placements immobiliers à la clôture	3 797	433	4 230	3 565	402	3 968
Plus ou moins-values latentes	1 804	189	1 993	1 731	190	1 921

La réalisation de plus-values latentes sur des immeubles en représentation des engagements en assurance vie donnerait naissance à des droits en faveur des bénéficiaires de contrats ainsi qu'à des impositions.

Les plus-values latentes y compris l'immobilier d'exploitation (voir note 4) revenant au Groupe s'élèvent à 991 millions d'euros au 30 juin 2022 (nettes de participation aux bénéfices et d'impôts) contre 966 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Les acquisitions d'immeubles de l'exercice sont principalement constituées de l'achat d'entrepôts en province.

La production immobilisée de l'exercice correspond principalement aux travaux sur un immeuble en cours de reconstruction à La Défense mais également aux restructurations de divers immeubles parisiens.

Les cessions d'immeubles de l'exercice sont essentiellement liées à la poursuite du programme de cession par lot vacant du patrimoine résidentiel du Groupe.

Conformément à la hiérarchie de la juste valeur définie dans la norme IFRS 13, la juste valeur de l'immobilier de placement est classée en niveau 2 pour un montant de 3 570 millions d'euros et en niveau 3 pour un montant de 660 millions d'euros. L'immobilier de placement classé en niveau 2 correspond principalement à des immeubles situés à Paris ou en région parisienne pour lesquels la juste valeur s'appuie sur des données observables.

NOTE 4 – IMMOBILIER D'EXPLOITATION

En millions d'euros	30.06.2022				31.12.2021			
	Immeubles	Droit d'utilisation	Parts SCI	Total	Immeubles	Droit d'utilisation	Parts SCI	Total
Valeur brute à l'ouverture	964	408	64	1 436	1 297	347	62	1 706
Acquisitions	4	11	1	16	20	63	4	87
Variation de périmètre								
Production immobilisée de l'exercice	5			5	40			40
Transfert de/vers les immeubles de placement	(2)			(2)	(322)			(322)
Ecarts de conversion		(2)		(2)	(1)	(2)		(3)
Cessions	(7)		(1)	(8)	(69)		(2)	(72)
Autres								
Valeur brute à la clôture	965	417	64	1 446	964	408	64	1 436
Amortissements cumulés à l'ouverture	(376)	(122)		(498)	(418)	(82)		(501)
Augmentation	(11)	(20)		(31)	(24)	(40)		(65)
Variation de périmètre								
Transfert de/vers les immeubles de placement	1			1	44			44
Diminution	4			4	22			22
Ecarts de conversion						1		1
Amortissements cumulés à la clôture	(382)	(142)		(524)	(376)	(122)		(498)
Dépréciation durable cumulée à l'ouverture	(54)		(2)	(56)	(88)			(88)
Dépréciation durable comptabilisée	(1)			(1)	(8)		(2)	(11)
Variation de périmètre								
Transfert de/vers les immeubles de placement					43			43
Dépréciation durable reprise	2			2				
Dépréciation durable cumulée à la clôture	(52)		(2)	(55)	(54)		(2)	(56)
Valeur nette à l'ouverture	535	286	62	883	790	265	62	1 117
Valeur nette à la clôture	531	275	62	868	535	286	62	883
Juste valeur de l'immobilier d'exploitation à la clôture	900	275	113	1 289	900	286	113	1 299
Plus ou moins-values latentes	370	0	51	421	365	0	51	417

Il convient de noter que le Groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1er janvier 2019 : les contrats de location sont désormais comptabilisés à l'actif ainsi qu'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers.

NOTE 5 – PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
	Valeur nette	Valeur nette
Actifs évalués à la juste valeur	65 713	74 143
Actifs évalués au coût amorti	1 397	1 350
Total placements financiers hors UC	67 110	75 493

Le total des placements financiers (hors immobilier, UC et dérivés) au 30 juin 2022 s'élève à 67 110 millions d'euros et présente une diminution de 8 383 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021. Cette baisse s'explique principalement par une diminution des actifs obligataires et autres placements à revenu fixe disponibles à la vente de 7 684 millions d'euros liée au contexte des marchés financiers.

L'activité de mise en pension de titres obligataires est de 4 188 millions d'euros contre 3 917 millions d'euros au 31 décembre 2021. La trésorerie issue de ces mises en pension est investie dans des fonds spécifiques détenus en direct.

NOTE 5.1 – PLACEMENTS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR NATURE DE TITRE

En millions d'euros	30.06.2022								
	Coût amorti net			Juste valeur (a)			Plus ou moins-values latentes brutes		
	France	Inter-national	Total	France	Inter-national	Total	France	Inter-national	Total
Actions et autres placements à revenu variable									
Actifs disponibles à la vente	3 532	276	3 808	4 144	301	4 445	612	24	637
Actifs classés en "trading"	55		56	55		56			
Actifs classés en "held for trading"	1 354	36	1 390	1 354	36	1 390			
Total actions et autres placements à revenu variable	4 940	313	5 253	5 553	337	5 890	612	24	637
Obligations et autres placements à revenu fixe									
Actifs disponibles à la vente	47 782	5 037	52 819	46 302	4 787	51 089	(1 480)	(251)	(1 730)
Actifs classés en "trading"	27		28	27		28			
Actifs classés en "held for trading"	2 344	66	2 410	2 344	66	2 410			
Total obligations et autres placements à revenu fixe	50 153	5 104	55 257	48 673	4 853	53 527	(1 480)	(251)	(1 730)
OPCVM de trésorerie									
Actifs classés en "trading"	3 921	18	3 939	3 921	18	3 939			
Actifs classés en "held for trading"	2 151	206	2 357	2 151	206	2 357			
Total OPCVM de trésorerie	6 072	224	6 296	6 072	224	6 296			
Autres placements									
Actifs disponibles à la vente									
Actifs classés en "trading"									
Actifs classés en "held for trading"									
Total autres placements									
Total placements évalués à la juste valeur	61 165	5 641	66 806	60 298	5 415	65 713	(867)	(226)	(1 093)

(a) Pour les placements évalués à la juste valeur, la valeur nette au bilan correspond à la juste valeur.

En millions d'euros	31.12.2021								
	Coût amorti net			Juste valeur (a)			Plus ou moins-values latentes brutes		
	France	Inter-national	Total	France	Inter-national	Total	France	Inter-national	Total
Actions et autres placements à revenu variable									
Actifs disponibles à la vente	3 361	279	3 640	4 839	369	5 207	1 477	90	1 567
Actifs classés en "trading"	27		27	27		27			
Actifs classés en "held for trading"	1 116	31	1 147	1 116	31	1 147			
Total actions et autres placements à revenu variable	4 504	310	4 814	5 981	400	6 381	1 477	90	1 567
Obligations autres placements à revenu fixe									
Actifs disponibles à la vente	47 941	4 850	52 791	53 635	5 138	58 773	5 694	287	5 982
Actifs classés en "trading"	13		14	13		14			
Actifs classés en "held for trading"	2 752	88	2 839	2 752	88	2 839			
Total obligations autres placements à revenu fixe	50 706	4 938	55 644	56 400	5 226	61 626	5 694	287	5 982
OPCVM de trésorerie									
Actifs classés en "trading"	3 597	12	3 609	3 597	12	3 609			
Actifs classés en "held for trading"	2 277	249	2 526	2 277	249	2 526			
Total OPCVM de trésorerie	5 874	262	6 136	5 874	262	6 136			
Autres placements									
Actifs disponibles à la vente									
Actifs classés en "trading"									
Actifs classés en "held for trading"									
Total autres placements									
Total placements évalués à la juste valeur	61 084	5 510	66 594	68 256	5 887	74 143	7 172	377	7 549

(a) Pour les placements évalués à la juste valeur, la valeur nette au bilan correspond à la juste valeur.

Au 30 juin 2022, les moins-values latentes non réalisées mais constatées comptablement par capitaux propres (réserve de réévaluation) au titre des actifs financiers disponibles à la vente s'établissent à - 1 093 millions d'euros contre des plus-values latentes de 7 549 millions d'euros au 31 décembre 2021. Cette évolution s'explique en très grande partie par la hausse des taux obligataires constatée en 2022.

NOTE 5.2 – PLACEMENTS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI EN VALEUR NETTE

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Prêts	101	55	155	83	52	135
Dépôts	1 025	170	1 195	1 047	125	1 171
Autres	47		47	43		43
Total placements financiers évalués au coût amorti	1 173	224	1 397	1 173	177	1 350

NOTE 5.3 – PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES PLACEMENTS

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Actifs disponibles à la vente						
Actions et autres placements à revenu variable	4 094	(286)	3 808	3 928	(288)	3 640
Obligations et autres placements à revenu fixe	52 862	(43)	52 819	52 820	(29)	52 791
Autres placements						
Total actifs disponibles à la vente	56 956	(329)	56 627	56 749	(317)	56 432
Placements financiers évalués au coût amorti	1 403	(5)	1 397	1 355	(5)	1 350
Placements financiers évalués au coût amorti	1 403	(5)	1 397	1 355	(5)	1 350

Le stock des provisions pour dépréciation durable sur les placements évalués à la juste valeur s'établit à 329 millions d'euros contre 317 millions d'euros au 31 décembre 2021.

S'agissant des actions, les titres stratégiques sont provisionnés à hauteur de 119 millions d'euros contre 120 millions au 31 décembre 2021.

Les provisions ont été déterminées conformément aux règles exposées au paragraphe 3.2.1 des principes comptables des comptes au 31 décembre 2021.

NOTE 5.4 – PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE – PAR RATING

Les présentations ci-après concernent uniquement les placements en obligations, détenus directement ou par le biais d'OPCVM consolidés, mais ne prennent pas en compte les autres placements ayant des caractéristiques similaires (OPCVM obligataires, OPCVM de taux, fonds obligataires, ...).

En millions d'euros	30.06.2022						
	AAA	AA	A	BBB	<BBB	Non noté	Total
Obligations cotées							
Disponibles à la vente	2 089	20 764	10 229	13 101	574	380	47 137
Classées en "trading"							
Classées en " held for trading"	13	13	429	4		18	476
Total obligations cotées	2 102	20 777	10 658	13 105	574	398	47 614
Obligations non cotées							
Disponibles à la vente			4	97		17	119
Classées en "trading"							
Classées en " held for trading"				2			2
Total obligations non cotées			4	99		17	121
Total du portefeuille obligataire	2 102	20 777	10 663	13 204	574	415	47 735

En millions d'euros	31.12.2021						
	AAA	AA	A	BBB	<BBB	Non noté	Total
Obligations cotées							
Disponibles à la vente	2 368	24 981	11 598	14 760	415	207	54 329
Classées en "trading"							
Classées en " held for trading"	14	3	561	7		7	591
Total obligations cotées	2 382	24 984	12 159	14 767	415	214	54 921
Obligations non cotées							
Disponibles à la vente	1		5	128		14	148
Classées en "trading"							
Classées en " held for trading"				4			4
Total obligations non cotées	1		5	132		14	151
Total du portefeuille obligataire	2 383	24 984	12 164	14 899	415	228	55 072

NOTE 5.5 – HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Conformément à la norme IFRS 13 sur l'évaluation à la juste valeur, les instruments financiers actifs et passifs évalués à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie en trois niveaux. Ceux-ci dépendent de l'utilisation ou non d'un modèle d'évaluation et des sources de données utilisées pour alimenter les modèles d'évaluation :

- le niveau 1 correspond à un prix coté sur un marché actif auquel l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation,
- le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché actif ou déterminable à partir de prix observés,
- le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

La détermination du caractère actif ou pas d'un marché s'appuie notamment sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, la forte dispersion des prix disponibles dans le temps et entre les différents intervenants du marché ou le fait que les prix ne correspondent plus à des transactions suffisamment récentes.

En millions d'euros	30.06.2022				31.12.2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs disponibles à la vente								
Actions et autres placements à revenu variable	3 589	140	716	4 445	4 414	128	665	5 207
Obligations et autres placements à revenu fixe	48 772	917	1 400	51 089	56 463	878	1 432	58 773
Autres placements								
Total actifs disponibles à la vente	52 361	1 057	2 116	55 533	60 877	1 006	2 097	63 980
Actifs de transaction								
Actions et autres placements à revenu variable classés en "trading" ou en "held for trading"	153		1 293	1 445	166	4	1 004	1 174
Obligations et autres placements à revenu fixe classés en "trading" ou en "held for trading"	1 940	288	209	2 438	2 264	288	300	2 853
OPCVM de trésorerie classés en "trading" ou en "held for trading"	6 296			6 296	6 136			6 136
Autres placements								
Total actifs de transaction	8 389	288	1 502	10 179	8 566	292	1 305	10 163
Sous total des placements financiers hors UC évalués à la juste valeur	60 750	1 345	3 618	65 713	69 443	1 298	3 402	74 143
Placements de contrats en UC	10 803	730	238	11 771	11 814	1 161	281	13 256
Instruments dérivés actifs et passifs		(531)		(532)		(504)		(504)
Total actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur	71 552	1 544	3 856	76 952	81 257	1 955	3 683	86 894

S'agissant des placements de contrats en UC, le risque est supporté par les assurés.

Les instruments dérivés figurant à l'actif s'élevaient à 63 millions d'euros et les instruments dérivés figurant au passif du bilan sont de 595 millions d'euros au 30 juin 2022.

Concernant les placements financiers (hors UC) classés en niveau 2 et 3, il s'agit :

- pour les actions, principalement de parts de fonds de private equity, d'actions non cotées, de parts de fonds de prêts non cotés et de parts de fonds d'infrastructure ;
- pour les obligations, principalement de titres obligataires et de produits structurés non cotés sur un marché actif dont la rémunération est indexée soit sur des indices, soit sur des paniers d'actions, soit sur des taux ;
- pour les instruments dérivés, principalement de swaps payeur ou receveur de taux fixe contre une indexation taux, inflation ou change.

Les parts de fonds de private equity, d'infrastructure ou de prêts sont évaluées sur la base des dernières valeurs liquidatives communiquées par le gérant (et faisant l'objet a minima annuellement d'un audit), ajustées des flux connus entre la date de cette valorisation et la clôture.

La valorisation des actions non cotées s'appuie sur plusieurs méthodes, telles que les techniques d'actualisation de cash flows ou la méthode de l'actif net retraité.

Concernant les obligations et produits structurés, un test de liquidité est effectué de manière régulière. En cas de présomption d'illiquidité, une recherche de valorisation est effectuée sur d'autres plateformes (FININFO, BLOOMBERG, REUTERS et UBS DELTA), Dans le cas où ces données ne sont pas cohérentes ou non disponibles sur une plateforme, une valorisation des contreparties est utilisée. Dans le cas où ces valorisations de contrepartie ne sont pas disponibles, une valorisation à partir d'un modèle utilisant des données observables (niveau 2) ou extrapolées (niveau 3) est utilisée. Dans le cas où deux valorisations cohérentes sont disponibles, le titre est alors classé en niveau 2. Lorsqu'une seule valorisation est disponible, le titre est classé en niveau 3.

Les instruments dérivés font l'objet d'une valorisation à partir de modèles utilisant des données de marché observables. Les valorisations obtenues sont confrontées à chaque arrêté aux valorisations des contreparties afin d'évaluer les écarts potentiels. Cet écart au 30 juin 2022 était négligeable.

La hiérarchie de la juste valeur des actifs immobiliers de placement est indiquée en note 3.

A noter que les placements financiers et les immeubles de placement classés en niveau 3 représentent 5,5% du total des placements des activités d'assurance (dont 1,8% pour les actifs de transaction).

Au-delà des instruments financiers actifs et passifs décrits dans le tableau, le Groupe a enregistré dans ses passifs techniques des contrats financiers en juste valeur sans participation discrétionnaire. Ceux-ci représentent un montant de 764 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 1 070 millions d'euros au 31 décembre 2021.

En millions d'euros	30.06.2022								
	Actifs disponibles à la vente			Actifs de transaction				Placements de contrats en UC	Dérivés actifs et passifs
	Actions	Obligations	Autres placements	Actions	Obligations	OPCVM de trésorerie	Autres placements		
Montant en niveau 3 à l'ouverture	665	1 432		1 004	300			281	
Variation de la plus ou moins-value latente reconnue en :									
- résultat	1			120	(127)			(31)	
- gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(1)	153							
Transfert vers le niveau 3	2	40							
Transfert hors du niveau 3		(131)							
Reclassements	(35)	6		(4)	4				
Variation de périmètre									
Acquisitions	88	258		246	48				
Cessions / Remboursements	(3)	(358)		(73)	(16)			(11)	
Ecart de conversion	(1)							(1)	
Montant en niveau 3 à la clôture	716	1 400		1 293	209			238	

NOTE 6 – PLACEMENTS REPRESENTANT LES ENGAGEMENTS EN UC

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Titres à revenu variable et assimilés		1	1		2	2
Obligations	856	81	937	1 316	109	1 425
Parts d'OPCVM d'actions	8 139	283	8 423	8 835	327	9 163
Parts d'OPCVM obligataires et autres	1 719	446	2 165	1 912	543	2 455
Autres placements		160	160		123	123
Sous-total placements financiers en UC	10 714	972	11 686	12 064	1 104	13 167
Immobilier de placement en UC	85		85	88		88
Sous-total immobilier de placement en UC	85		85	88		88
Total	10 799	972	11 771	12 152	1 104	13 256

NOTE 7 – INSTRUMENTS DERIVES ACTIFS ET PASSIFS ET DERIVES INCORPORES SEPRES

En millions d'euros	30.06.2022					
	France		International		Total	
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Swaps	29	(588)			29	(588)
Options						
Contrats à terme de devises	34	(7)			34	(7)
Autres						
Total	63	(595)			63	(595)

En millions d'euros	31.12.2021					
	France		International		Total	
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Swaps	34	(543)			34	(543)
Options						
Contrats à terme de devises	5	(1)			5	(1)
Autres						
Total	39	(544)			39	(544)

Le Groupe a recours à différents instruments dérivés :

- des contrats de swaps indexés à taux variable visant à protéger le portefeuille obligataire contre une remontée des taux ;
- des contrats de swaps à taux fixe visant à couvrir des sous-jacents indexés à taux variable ;
- des instruments d'échange de flux en devises ou de flux indexés sur l'inflation. Cette stratégie revient économiquement à investir sur des obligations à taux fixe en euros ;
- des opérations de change à terme permettant de couvrir le risque devise ;
- comprenant des expositions synthétique au risque de crédit d'émetteurs privés au travers de stratégies optionnelles ;
- de couverture du risque actions via achats d'options sur indices ;
- des achats à terme d'obligations souveraines française permettant de couvrir le risque de réinvestissement.

La plupart de ces instruments dérivés ne sont pas documentés comme des opérations de couverture au sens de la norme IAS 39.

Toutefois :

- la couverture du risque de change d'une des participations libellée en devise étrangère fait l'objet d'une documentation de couverture de juste valeur ;
- Les couvertures du risque de réinvestissement via achat à terme d'obligations font l'objet d'une documentation de couverture de flux de trésorerie depuis le 31 mars 2022.

La prise en compte du risque de défaut de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des instruments financiers, conformément à la norme IFRS 13, n'a pas d'impact significatif sur la juste valeur des instruments dérivés du fait du mécanisme de collatéralisation mis en place par le Groupe.

NOTE 8 – PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Part des réassureurs dans les provisions d'assurance non vie						
Provisions pour primes non acquises	16	78	94	9	47	57
Provisions pour sinistres à payer	895	97	992	922	79	1 001
Autres provisions techniques	346		347	357		357
Total	1 258	175	1 433	1 288	127	1 415
Part des réassureurs dans les provisions d'assurance vie						
Provisions d'assurance vie	35	1	36	34	1	35
Provisions pour sinistres à payer	22		22	22		23
Provisions pour participation aux bénéfices	21		21	22		22
Autres provisions techniques						
Total	77	1	78	78	1	79
Part des réassureurs dans les provisions des contrats financiers						
Total	1 335	176	1 511	1 366	128	1 494

NOTE 9 – PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE

NOTE 9.1 – PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE ACTIVE

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Participation aux bénéfices différée active	546	78	624		3	3
Total	546	78	624		3	3

NOTE 9.2 – PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE PASSIVE

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Provision pour participation aux bénéfices différée des contrats d'assurance	23		23	4 716		4 716
Provision pour participation aux bénéfices différée des contrats financiers					88	88
Total	23		23	4 716	88	4 804

La participation aux bénéfices différée active provient essentiellement des moins-values latentes sur les portefeuilles obligataires en application du principe de la comptabilité reflet. Un test de recouvrabilité a été réalisé permettant de démontrer la capacité du Groupe à imputer le montant de la participation aux bénéfices différée active sur les participations futures des assurés.

Le taux de participation aux bénéfices différée est déterminé entité par entité (sur la base des cantons réglementaires). Il s'appuie sur le taux réel de partage des produits financiers entre les assurés et les actionnaires et correspond à la moyenne des taux réels des 3 dernières années. Cette moyenne permet d'éviter d'intégrer dans le calcul des éléments atypiques non récurrents.

Au cas particulier de Groupama Gan Vie, le taux de participation aux bénéfices différée est déterminé à l'aide d'une méthode de taux de partage prospective basée sur des business plan à 3 ans.

Les taux utilisés en France au 30 juin 2022 sont compris dans une fourchette de 69,78 % à 84,47 % dont 77,63 % pour Groupama Gan Vie.

NOTE 10 – IMPOTS DIFFERES

NOTE 10.1 – ANALYSE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE L'IMPOT DIFFERE

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Impôts différés issus des décalages temporaires		
Retraitements sur instruments financiers AFS & Trading (nets de participation aux bénéfices différée)	128	(592)
Frais d'acquisition vie et provision globale de gestion	(37)	(37)
Retraitements de consolidation sur provisions techniques	(312)	(281)
Autres différences sur retraitements de consolidation	37	66
Frais d'acquisition non vie reportés	(56)	(46)
Différences fiscales sur provisions techniques et autres provisions pour risques et charges	282	255
Plus-values en sursis d'imposition	(4)	(4)
Ecart d'évaluation sur OPCVM	24	129
Couverture de change	9	4
Autres différences temporaires fiscales	(23)	(14)
Sous-total Impôts différés issus des décalages temporaires	48	(521)
Impôts différés sur stock de déficits ordinaires	159	53
Impôts différés enregistrés au bilan	208	(468)
dont actif	212	51
dont passif	(4)	(519)

Sur le périmètre de la France, les impôts différés ont été déterminés en prenant en compte le taux d'IS de 25,82%.

NOTE 11 – CREANCES NEES DES OPERATIONS D’ASSURANCE OU DE REASSURANCE ACCEPTEE

NOTE 11.1 – CREANCES NEES DES OPERATIONS D’ASSURANCE OU DE REASSURANCE ACCEPTEE – PAR SEGMENT OPERATIONNEL

En millions d'euros	30.06.2022						31.12.2021	
	France			International			Total	Total
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette		
Primes acquises non émises	804		804	15		15	819	916
Assurés, intermédiaires et autres tiers	3 352	(21)	3 331	280	(27)	253	3 584	1 339
Comptes courants coassureurs et autres tiers	47	(6)	41	36	(25)	11	52	56
Comptes courants cédants et rétrocedants et autres créances sur opérations de réassurance acceptée	129		129	4		4	133	244
Total	4 332	(27)	4 305	335	(53)	283	4 588	2 555

NOTE 12 – CAPITAUX PROPRES, INTERETS MINORITAIRES

NOTE 12.1 – CONTRAINTES REGLEMENTAIRES LIEES AU CAPITAL DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

L'exercice de l'activité d'assurance est régi par des contraintes réglementaires qui définissent notamment le capital social ou le fonds d'établissement minimum. En France, conformément à la directive européenne et en vertu de l'article R322-44 du Code des assurances, les entreprises françaises soumises au contrôle de l'Etat et constituées sous forme de caisses d'assurance mutuelle agricole ou de réassurance mutuelle agricole doivent avoir un fonds d'établissement au moins égal à 240 000 ou 400 000 euros selon les branches pratiquées. Pour les sociétés anonymes, conformément à l'article R322-5 du Code des assurances, le montant de capital minimum requis s'établit à 480 000 euros ou 800 000 euros en fonction des branches exercées.

En outre, afin de s'assurer de la solidité financière des entreprises d'assurance et de garantir la protection des assurés, les entreprises d'assurance sont soumises en France depuis le 1er janvier 2016 au régime prudentiel dit "Solvabilité 2" introduit par la directive européenne 2009/138/CE du 25 novembre 2009. Il oblige les entreprises d'assurance à respecter de manière permanente les exigences de capital relatives au minimum de capital requis (article L352-5 du code des assurances) et au capital de solvabilité requis (article L352-1 du code des assurances) calculées conformément aux dispositions du règlement délégué n°2015/35. Cette obligation existe, selon des mécanismes analogues, également à l'international. L'ensemble de ce dispositif est renforcé à l'échelon des comptes combinés par une exigence de capital réglementaire Groupe.

NOTE 12.2 – INCIDENCE DES OPERATIONS AVEC LES SOCIETAIRES

➤ Variation des capitaux propres du Groupe au cours du 1^{er} semestre 2022

Au cours du 1^{er} semestre 2022, les caisses régionales ont réduit leur émission de certificats mutualistes auprès de leurs sociétaires et clients pour - 1 million d'euros.

➤ Traitement comptable des titres subordonnés classés en instruments de capitaux propres

L'emprunt classé en capitaux propres est constitué d'un emprunt TSDI se détaillant comme suit :

Emetteur	Nominal en millions d'euros	Date d'émission	Prochaine option de remboursement de l'émetteur	Coupon	Taux coupon	Clause Step Up
Groupama Assurances Mutuelles	1 100	28/05/2014	28/05/2024	Fixe	6,375%	Oui

Cet emprunt présente les caractéristiques particulières suivantes :

- la durée illimitée de l'emprunt ;
- la faculté de différer ou annuler tout paiement d'intérêt aux porteurs de part de façon discrétionnaire ;
- une clause de majoration d'intérêt «step-up» intervenant après la dixième année de l'emprunt.

Compte tenu de ses caractéristiques et en application de la norme IAS 32 §16 et 17, cet emprunt est considéré comme un instrument de capitaux propres et non comme un passif financier. Il est donc comptabilisé en capitaux propres. Les intérêts nets d'impôts sont comptabilisés directement au débit des capitaux propres conformément à la norme IAS 32 § 35 (et non comme une charge au compte de résultat).

NOTE 12.3 – RESERVES LIEES AUX VARIATIONS DE JUSTE VALEUR INSCRITES EN CAPITAUX PROPRES

La réconciliation entre les plus et moins-values latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente et la réserve de réévaluation inscrite en capitaux propres se décompose comme suit :

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Plus ou moins-values latentes brutes sur actifs disponibles à la vente	(1 093)	7 549
Comptabilité reflet	593	(4 791)
Cash flow hedge et autres variations	(122)	(40)
Impôts différés	237	(536)
Part des intérêts ne conférant pas le contrôle		(3)
Réserve de réévaluation - Part du Groupe	(386)	2 178

Le montant de l'impôt différé repris dans le tableau ci-dessus correspond au résultat de l'application d'une part, d'un taux d'impôt court terme et long terme sur les plus-values latentes sur instruments financiers classés dans la catégorie « actifs disponibles à la vente », et d'autre part, d'un taux d'impôt court terme sur la participation aux bénéfices différée (« comptabilité reflet »). Dans le cadre du régime des plus ou moins-values à long terme applicable au 1er janvier 2006, les plus-values latentes sur titres de participation dits « stratégiques » ont été exonérées pour le calcul de l'impôt différé dans la limite d'une quote-part de frais et charges (soit un taux effectif de 3,10 %).

Le poste « Cash flow hedge et autres variations » pour un montant de - 122 millions d'euros comprend - 104 millions d'euros de réserve de réévaluation de cash-flow hedge et - 18 millions d'euros de réserve de réévaluation de net investment hedge. Ces réserves correspondent à la part efficace d'opérations de couvertures mises en œuvre par le Groupe.

NOTE 13 – DETTES DE FINANCEMENT

NOTE 13.1 – DETTES DE FINANCEMENT – PAR ECHEANCE

En millions d'euros	30.06.2022				31.12.2021			
	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes subordonnées des entreprises d'assurance			2 134	2 134			2 132	2 132
Dettes de financement représentées par des titres								
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	2			2	2			2
Total	2		2 134	2 135	2		2 132	2 134

Les emprunts subordonnés remboursables se détaillent comme suit :

Emetteur	Nominal en millions d'euros	Date d'émission	Échéance (si daté)	Coupon	Taux coupon	Clause Step Up
Groupama Assurances Mutuelles	650	23/01/2017	23/01/2027	Fixe	6,00%	non
Groupama Assurances Mutuelles	500	24/09/2018	24/09/2028	Fixe	3,38%	non
Groupama Assurances Mutuelles	500	16/09/2019	16/09/2029	Fixe	2,13%	non
Groupama Assurances Mutuelles	500	07/07/2021	07/07/2028	Fixe	0,75%	non

Au 30 juin 2022, la cotation :

- de l'émission 2017 s'établit à 105,1 % contre 122,8 % au 31 décembre 2021 ;
- de l'émission 2018 s'établit à 91,9 % contre 111,5 % au 31 décembre 2021 ;
- de l'émission 2019 s'établit à 83,2 % contre 103,1 % au 31 décembre 2021 ;
- de l'émission 2021 s'établit à 81,2% contre 96,7 % au 31 décembre 2021 .

Compte tenu des conditions propres à chacune des émissions et en application de la norme IAS32 §16 et 17, ces emprunts sont considérés comme des passifs financiers et non comme des instruments de capitaux propres. Ils sont donc comptabilisés dans le poste des dettes de financement. Les charges d'intérêts sont comptabilisées en charges de financement dans le compte de résultat.

NOTE 14 – PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS A DES CONTRATS D'ASSURANCE
NOTE 14.1 – PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS A DES CONTRATS D'ASSURANCE – PAR SEGMENT OPERATIONNEL

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Provisions techniques brutes de réassurance						
Provisions d'assurance vie	31 357	727	32 084	31 739	742	32 481
Provisions pour sinistres à payer	772	54	826	754	57	812
Provisions pour participation aux bénéfices	883	3	886	736	4	739
Autres provisions techniques	7	2	10	7	2	9
Total Assurance vie	33 019	787	33 806	33 236	805	34 041
Provisions pour primes non acquises	3 642	778	4 420	1 216	659	1 875
Provisions pour sinistres à payer	10 967	2 070	13 037	10 998	2 057	13 055
Autres provisions techniques	3 531	48	3 579	3 527	43	3 570
Total Assurance non vie	18 140	2 897	21 036	15 742	2 758	18 500
Provisions d'assurance vie des contrats en UC	10 128	966	11 094	11 177	1 096	12 273
Total	61 287	4 649	65 936	60 155	4 659	64 815

Le contexte actuel des marchés financiers a conduit à réviser le taux d'actualisation - correspondant au taux de rendement prudemment estimé des actifs - utilisé pour escompter les provisions des rentes non vie (rentes en service et différées) et les provisions liées au risque dépendance tout en intégrant le même niveau de prudence. L'impact de ce changement d'hypothèse qui constitue un changement d'estimation s'élève à 414 millions d'euros en brut de réassurance et à 385 millions d'euros en net de réassurance.

Les tests d'adéquation des passifs effectués au 30 juin 2022 se sont révélés satisfaisants et n'ont conduit à la constatation d'aucune charge technique complémentaire.

NOTE 14.2 – PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS A DES CONTRATS D'ASSURANCE PAR ACTIVITE

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	Assurance de la personne	Dommages aux biens et respons.	Total	Assurance de la personne	Dommages aux biens et respons.	Total
Provisions techniques brutes de réassurance						
Provisions d'assurance vie	32 084		32 084	32 481		32 481
Provisions pour sinistres à payer	826		826	812		812
Provisions pour participation aux bénéfices	886		886	739		739
Autres provisions techniques	10		10	9		9
Total Assurance vie	33 806		33 806	34 041		34 041
Provisions pour primes non acquises	1 034	3 387	4 420	263	1 612	1 875
Provisions pour sinistres à payer	1 324	11 713	13 037	1 448	11 607	13 055
Autres provisions techniques	2 973	606	3 579	2 929	641	3 570
Total Assurance non vie	5 331	15 706	21 036	4 640	13 860	18 500
Provisions d'assurance vie des contrats en UC	11 094		11 094	12 273		12 273
Total	50 231	15 706	65 936	50 955	13 860	64 815

NOTE 15 – PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS A DES CONTRATS FINANCIERS

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Provisions des contrats financiers avec participation discrétionnaire		
Provisions techniques vie	10 126	10 383
Provisions des contrats en UC	54	65
Provisions pour sinistres à payer	119	110
Provisions pour participation aux bénéfices	238	259
Autres provisions techniques		
Total	10 537	10 818
Provisions des contrats financiers sans participation discrétionnaire		
Provision technique vie		
Provisions des contrats en UC	763	1 069
Provisions pour sinistres à payer		1
Provisions pour participation aux bénéfices		
Autres provisions techniques		
Total	764	1 070
Total	11 301	11 888

NOTE 16 – DETTES DE LOYERS IFRS 16

Le Groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1er janvier 2019. Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location ne sont pas présentés sur une ligne distincte du bilan, mais sont agrégés aux postes correspondant aux actifs sous-jacents : « Immobilier d'exploitation » et « Autres immobilisations corporelles ». Les dettes de loyers IFRS 16 sont présentées sur une ligne distincte du bilan « Dettes de loyers IFRS 16 ».

Les charges financières sur les dettes de loyers figurent sur une ligne distincte du compte de résultat dans la note 21 – Charges de financement.

Il convient de noter que le Groupe n'a pas constaté au cours de la période de charges relatives aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative.

De même, aucun profit ou perte résultant de transaction de cession bail n'a été enregistré.

Le tableau de flux de trésorerie intègre les flux de trésorerie relatifs aux contrats de location.

NOTE 16.1 – DETTES DE LOYERS IFRS 16 – PAR SEGMENT OPERATIONNEL

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Dettes de loyers IFRS 16	263	22	285	274	23	298
Total	263	22	285	274	23	298

NOTE 16.2 – DETTES DE LOYERS IFRS 16 – PAR ECHEANCE

En millions d'euros	30.06.2022				31.12.2021			
	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes de loyers IFRS 16	48	148	89	285	53	151	94	298
Total	48	148	89	285	53	151	94	298

NOTE 17 – ANALYSE DU CHIFFRE D’AFFAIRES
NOTE 17.1 – ANALYSE DU CHIFFRE D’AFFAIRES ASSURANCE PAR PRINCIPALE CATEGORIE

En millions d'euros	30.06.2022			30.06.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Epargne retraite individuelle	1 292	192	1 484	1 260	209	1 469
Prévoyance individuelle	493	68	561	490	65	555
Santé individuelle	1 212	33	1 245	1 190	32	1 221
Autres	90		90	92		92
Assurance de la personne individuelle	3 087	293	3 380	3 032	306	3 338
Epargne retraite collective	151	27	179	192	21	212
Prévoyance collective	338	12	350	312	12	324
Santé collective	510	26	536	472	19	491
Autres	344		344	321		321
Assurance de la personne collective	1 343	66	1 408	1 296	52	1 348
Assurance de la personne	4 429	359	4 788	4 328	358	4 685
Automobile	1 224	626	1 850	1 199	434	1 632
Autres véhicules	80		80	76		76
Habitation	838	109	947	817	109	925
Dommages aux biens des particuliers et professionnels	316	7	323	315	7	322
Construction	176		176	171		171
Particuliers et professionnels	2 634	742	3 377	2 577	549	3 126
Flottes	429	28	456	419	30	448
Dommages aux biens entreprises et collectivités	442	114	556	405	99	503
Entreprises et collectivités	871	141	1 012	823	128	952
Risques agricoles	480	43	524	466	40	506
Risques climatiques	147		147	130		130
Tracteurs et matériels agricoles	317		317	304		304
Métiers agricoles	944	43	988	901	40	941
Autres métiers	290	42	332	235	35	270
Assurance de biens et responsabilité	4 739	969	5 708	4 536	753	5 289
Total	9 169	1 328	10 497	8 864	1 110	9 974

NOTE 18 – PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES DE GESTION
NOTE 18.1 – PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES DE GESTION – PAR SEGMENT OPERATIONNEL

En millions d'euros	30.06.2022			30.06.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Intérêts sur dépôts et revenus des placements financiers	819	95	914	792	84	877
Gains sur les opérations de change	57	18	75	42	7	49
Produits des différences sur prix de remboursement à percevoir (surcote-décote)	59	7	67	65	1	66
Revenus des immeubles	69		69	54		54
Autres produits des placements						
Revenus des placements	1 005	120	1 126	954	93	1 046
Intérêts sur dépôts reçus des réassureurs	(1)		(1)			(1)
Pertes sur les opérations de change	(59)	(9)	(68)	(19)	(5)	(24)
Amortissements des différences sur prix de remboursement (surcote-décote)	(101)	(10)	(111)	(104)	(12)	(116)
Amortissements et provisions sur immeubles	(45)	(3)	(48)	(40)	(3)	(42)
Charges de gestion	(147)	(9)	(156)	(122)	(9)	(131)
Charges des placements	(352)	(31)	(383)	(285)	(29)	(314)
Détenus à des fins de transaction	52	7	59	1	2	3
Disponibles à la vente	73	21	94	128	7	136
Détenus jusqu'à l'échéance						
Autres	28	1	29	44		44
Plus ou moins values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	153	29	182	174	9	183
Détenus à des fins de transaction	(179)	(42)	(222)	61	11	73
Dérivés	28		28	(2)		(2)
Ajustements ACAV	(1 806)	(77)	(1 884)	709	29	737
Variation de la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	(1 957)	(119)	(2 077)	768	40	808
Disponibles à la vente	(19)	(2)	(21)	(3)	(1)	(4)
Détenus jusqu'à l'échéance						
Créances et prêts	2		2	(3)		(3)
Variation des dépréciations sur instruments financiers	(18)	(2)	(19)	(6)	(1)	(6)
Total	(1 169)	(4)	(1 172)	1 605	112	1 716

NOTE 18.2 – PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES DE GESTION (VENTILATION DES REVENUS PAR TYPE D'ACTIF)

En millions d'euros	30.06.2022					30.06.2021				
	Revenus et charges	Produits de cession (*)	Variation de la juste valeur	Variation des provisions	Total	Revenus et charges	Produits de cession (*)	Variation de la juste valeur	Variation des provisions	Total
Immeubles	19	29		2	50	11	44		1	55
Actions	38	55	36	(8)	121	21	15	12	(2)	45
Obligations	672	(54)	(97)	(1)	520	651	36	14		701
OPCVM actions	36	98	(13)		120	74	62	47		183
OPCVM : Trésorerie des titres mis en pension		(11)	(1)		(12)		(10)	(1)		(11)
Autres OPCVM de trésorerie		(4)	(2)		(6)		(4)	(1)		(5)
OPCVM obligations	47	(1)	(140)	(12)	(105)	21	19	5	(2)	43
Dérivés			28		28			(2)		(2)
Autres produits des placements	152	70	(4)	2	219	110	21	(4)	(3)	125
Produits des placements	964	182	(193)	(18)	935	887	183	70	(6)	1 134
Frais internes et externes de gestion et charges sur instruments financiers	(161)				(161)	(135)				(135)
Autres charges des placements	(63)				(63)	(20)				(20)
Charges des placements	(224)				(224)	(155)				(155)
Produits financiers nets de charges	740	182	(193)	(18)	711	732	183	70	(6)	979
Plus-values sur valeurs représentatives des contrats en UC			151		151			794		794
Moins-values sur valeurs représentatives des contrats en UC			(2 035)		(2 035)			(57)		(57)
Ajustement ACAV			(1 884)		(1 884)			737		737
Total	740	182	(2 077)	(18)	(1 172)	732	183	808	(6)	1 716

(*) nets de reprises de dépréciation et d'amortissement

NOTE 19 – CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS
NOTE 19.1 – CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS – PAR SEGMENT OPERATIONNEL

En millions d'euros	30.06.2022			30.06.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Sinistres						
Payés aux assurés	(5 566)	(814)	(6 380)	(5 441)	(752)	(6 194)
Variation dans les provisions techniques						
Provisions pour sinistres à payer	(50)	(10)	(60)	(80)	25	(55)
Provisions mathématiques	1 039	31	1 070	1 074	22	1 096
Provisions en UC	1 309	100	1 409	(1 229)	(56)	(1 285)
Participation aux bénéfices	(494)	10	(484)	(554)	(36)	(589)
Autres provisions techniques	56	(11)	45	(96)	(2)	(98)
Total	(3 707)	(694)	(4 401)	(6 326)	(800)	(7 126)

NOTE 20 – CHARGES ET PRODUITS DES CESSIONS EN REASSURANCE
NOTE 20.1 – CHARGES ET PRODUITS DES CESSIONS EN REASSURANCE – PAR SEGMENT OPERATIONNEL

En millions d'euros	30.06.2022			30.06.2021		
	France	Inter-national	Total	France	Inter-national	Total
Frais d'acquisition et d'administration	29	8	37	27	4	31
Charges des sinistres	101	41	142	131	12	143
Variation des autres provisions techniques	(10)		(9)	16		16
Participation aux résultats	(1)		(1)	(1)		(1)
Variation de la provision pour égalisation						
Produits sur cession en réassurance	120	49	169	173	16	189
Primes cédées	(288)	(99)	(386)	(243)	(36)	(280)
Variation de primes non acquises	7	31	38	5	4	8
Charges sur cession en réassurance	(281)	(67)	(348)	(239)	(33)	(271)
Total	(160)	(19)	(179)	(66)	(17)	(83)

NOTE 21 – CHARGES DE FINANCEMENT

En millions d'euros	30.06.2022	30.06.2021
Emprunts TSR	(36)	(34)
Charges de financement sur dettes locatives	(3)	(3)
Autres charges de financement		(1)
Total	(39)	(38)

NOTE 22 – VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPOT
NOTE 22.1 – VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPOT PAR SEGMENT OPERATIONNEL

En millions d'euros	30.06.2022			30.06.2021		
	France	International	Total	France	International	Total
Impôt courant	(2)	(1)	(3)	(71)	(4)	(75)
Impôt différé	(56)	(22)	(78)	(32)	(2)	(34)
Total	(58)	(23)	(82)	(103)	(5)	(108)

Le Groupe a fait l'objet de contrôles fiscaux en 2010 et 2019. L'ensemble des redressements acceptés a été provisionné en 2010 et réglé. En revanche, des redressements portant notamment sur le niveau jugé excessif par l'administration fiscale des provisions techniques en dommages aux biens et responsabilité ainsi que sur le risque de dépendance n'ont pas fait l'objet de provision. Le Groupe continue de considérer que les motifs de redressement sont fortement contestables et dispose d'arguments techniques dans le cadre d'un processus contentieux.

NOTE 22.2 – RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPOT TOTALE COMPTABILISEE ET LA CHARGE D'IMPOT THEORIQUE CALCULEE

En millions d'euros	30.06.2022	30.06.2021
Charge d'impôt théorique	(81)	(105)
Impact des charges ou produits définitivement non déductibles ou non imposables		(4)
Impact des différences de taux d'imposition		1
Crédit d'impôts et diverses imputations		1
Imputations des déficits antérieurs		
Déficits de l'exercice non activés		
Actifs d'impôts différés non comptabilisés		
Autres différences	(1)	(1)
Charge d'impôt effective	(82)	(108)

Le détail du taux d'impôt théorique se présente comme suit :

En millions d'euros	30.06.2022		30.06.2021	
	Résultat consolidé avant impôt	Taux d'impôt théorique	Résultat consolidé avant impôt	Taux d'impôt théorique
France	270	25,82%	374	Impôt courant : 28,41% Impôt différé : 25,82%
Bulgarie	1	10,00%	1	10,00%
Chine	2	25,00%		25,00%
Croatie		18,00%		
Grèce	5	22,00%	5	22,00%
Hongrie	4	9,00%	16	9,00%
Italie	37	30,82%	3	30,82%
Roumanie	10	16,00%	2	16,00%
Tunisie	2	30,00%	2	30,00%
Turquie	(18)	25,00%	3	25,00%
Total	314		406	

Le taux théorique d'impôt applicable en France est de 25,82% sur l'impôt courant et l'impôt différé.

AUTRES INFORMATIONS

NOTE 23 – LISTE DES ENTITES DU PERIMETRE ET PRINCIPALES EVOLUTIONS DU PERIMETRE

Les principales évolutions du périmètre de combinaison sont les suivantes :

Entrées de périmètre

- 6 OPCVM entrent dans le périmètre de consolidation.

Cessions et sorties de périmètre

- 1 OPCVM sort du périmètre de consolidation.

Raison sociale	Secteur d'activité	Lieu du siège	30.06.2022			31.12.2021		
			% contrôle	% Intérêt	Méthode	% contrôle	% Intérêt	Méthode
GROUPAMA Méditerranée	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Centre Manche	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Grand Est	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA OC	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
MISSO	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Loire Bretagne	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Paris Val-de-Loire	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Nord-Est	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CAISSE des producteurs de tabac	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Rhône-Alpes-Auvergne	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Centre Atlantique	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Antilles-Guyane	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GROUPAMA Océan Indien et Pacifique	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Méditerranée	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Centre Manche	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Grand Est	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA OC	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Loire Bretagne	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Paris Val-de-Loire	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Nord-Est	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Rhône-Alpes-Auvergne	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Centre Atlantique	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Antilles-Guyane	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
CLAMA Océan Indien et Pacifique	Assurance	France	-	-	A	-	-	A
GIE GROUPAMA Supports et Services	GIE	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA CAMPUS	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA ASSURANCES MUTUELLES	Holding / Réassurance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA HOLDING FILIALES et PARTICIPATIONS	Holding	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COFINTECH 2	Holding	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COFINTECH 17	Holding	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA GAN VIE	Assurance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GAN PATRIMOINE	Assurance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CAISSE FRATERNELLE D'EPARGNE	Assurance	France	99,99	99,99	IG	99,99	99,99	IG
CAISSE FRATERNELLE VIE	Assurance	France	99,99	99,99	IG	99,99	99,99	IG
ASSUVIE	Assurance	France	50,00	50,00	IG	50,00	50,00	IG
GAN PREVOYANCE	Assurance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA ASSURANCE CREDIT ET CAUTION	Assurance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
MUTUAIDE ASSISTANCE	Assistance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GAN ASSURANCES	Assurance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GAN OUTRE MER	Assurance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCIETE FRANCAISE DE PROTECTION JURIDIQUE	Assurance	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
AMALINE ASSURANCES	Courtage	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA SIGORTA	Assurance	Turquie	99,60	99,60	IG	99,60	99,60	IG
GROUPAMA HAYAT	Assurance	Turquie	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA Investment BOSPHORUS	Holding	Turquie	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
STAR	Assurance	Tunisie	35,00	35,00	MEE	35,00	35,00	MEE
GROUPAMA ZASTRAHOVANE NON LIFE	Assurance	Bulgarie	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA JIVOTOZASTRAHOVANE LIFE	Assurance	Bulgarie	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA BIZTOSITO	Assurance	Hongrie	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA OSIGURANJE	Assurance	Croatie	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA PHOENIX Hellenic Asphalistike	Assurance	Grèce	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA AVIC PROPERTY INSURANCES CO	Assurance	Chine	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
GROUPAMA ASSICURAZIONI	Assurance	Italie	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA ASIGURARI	Assurance	Roumanie	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA EPARGNE SALARIALE	Gestion d'actifs	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA IMMOBILIER	Gestion d'actifs	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA GAN REIM	Gestion d'actifs	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COMPAGNIE FONCIERE PARISIENNE	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GAN FONCIER II	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
IXELLOR	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI MILLENIUM EDUCATION	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCIETE FORESTIERE GROUPAMA	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
FORDEV	Immobilier	France	95,56	95,56	IG	95,56	95,56	IG

A : Agrégation IG : Intégration globale MEE : Mise en équivalence

Raison sociale	Secteur d'activité	Lieu du siège	30.06.2022			31.12.2021		
			% contrôle	% Intérêt	Méthode	% contrôle	% Intérêt	Méthode
FONCIERE PARIS BAIL	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA GAN RETAIL	OPPCI	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
THE LINK PARIS LA DEFENSE	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA GAN LOGISTICS	OPPCI	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI GAN FONCIER	Immobilier	France	100,00	98,87	IG	100,00	98,87	IG
VICTOR HUGO VILLIERS	Immobilier	France	100,00	98,87	IG	100,00	98,87	IG
1 BIS FOCH	Immobilier	France	100,00	98,87	IG	100,00	98,87	IG
16 MESSINE	Immobilier	France	100,00	98,87	IG	100,00	98,87	IG
9 MALESHERBES	Immobilier	France	100,00	98,87	IG	100,00	98,87	IG
97 VICTOR HUGO	Immobilier	France	100,00	98,87	IG	100,00	98,87	IG
44 THEATRE	Immobilier	France	100,00	98,87	IG	100,00	98,87	IG
150 CHAMPS ELYSEES SO LUXURY HOTEL	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA GAN PARIS SO PRIME	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI UNI ANGES	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
261 RASPAIL	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA ENERGIES RENOUVELABLES	Autre	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GROUPAMA PRIVATE EQUITY INVEST	Autre	France	100,00	99,46	IG	100,00	99,46	IG
GROUPAMA INFRASTRUCTURE INVEST	Autre	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GAN INVESTISSEMENT FONCIER	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
3 ROSSINI (SCI)	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
150 RENNES (SCI)	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
99 MALESHERBES (SCI)	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
102 MALESHERBES (SCI)	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
LES FRERES LUMIERE	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CAP DE FOUSTE (SCI)	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
12 VICTOIRE (SCI)	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
DOMAINE DE FARES	Immobilier	France	46,88	46,88	MEE	46,88	46,88	MEE
38 LE PELETIER (SCI)	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCIMA GFA	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
LABORIE MARCENAT	Immobilier	France	74,19	74,19	MEE	74,19	74,19	MEE
SA SIRAM	Immobilier	France	99,66	99,66	IG	99,66	99,66	IG
GROUPAMA PIPACT	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COFINTEX 20	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COFINTEX 26	Immobilier	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ASTORG CTT D	OPCVM	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ASTORG EURO SPREAD D	OPCVM	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
WALLON - 1	OPCVM	France	100,00	100,00	IG			
GROUPAMA CONVERTIBLES ID D	OPCVM	France	78,01	76,27	IG	78,46	76,71	IG
GROUPAMA ENTREPRISES - IC	OPCVM	France	21,41	21,41	MEE			
GROUPAMA CREDIT EURO ID D	OPCVM	France				99,99	99,99	IG
GROUPAMA MONETAIRE IC C	OPCVM	France	26,06	26,04	MEE	20,17	20,15	MEE
ASTORG PENSION D	OPCVM	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ASTORG CASH MT D	OPCVM	France	99,53	99,53	IG	86,94	86,94	IG
ASTORG CASH G	OPCVM	France	100,00	99,94	IG	100,00	99,95	IG
GROUPAMA ETAT EURO - O	OPCVM	France	34,26	34,26	MEE			
GROUPAMA CREDIT EURO LT G D	OPCVM	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ALLOCATION INVEST EQUITY SATELLITE	OPCVM	France	99,91	99,91	IG	100,00	100,00	IG
ASTORG MONETAIRE D	OPCVM	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ASTORG REPO INVEST	OPCVM	France	100,00	100,00	IG			
ASTORG OBLIGATIONS CT G D	OPCVM	France	99,89	99,56	IG	99,86	98,27	IG
ASTORG OBLIGATIONS CT GA D	OPCVM	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ALLOCATION INVEST INDIANAPOLIS	OPCVM	France	100,00	100,00	IG			
ALLOCATION INVEST EQUITY CORE	OPCVM	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ASTORG EURO SPREAD 2	OPCVM	France	100,00	100,00	IG			
G FUND - EUROPEAN CONVERTIBLE BONDS GD D	OPCVM	France	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
G FUND - ALPHA FIXED INCOME GD	OPCVM	France	96,42	96,42	IG	98,38	98,38	IG

A : Agrégation IG : Intégration globale MEE : Mise en équivalence

Certaines entités immobilières sont consolidées par la méthode de mise en équivalence selon un processus dit "simplifié". Ce processus consiste à reclasser au bilan des parts et le compte courant de financement dans le poste "placements immobiliers", et au compte de résultat, les dividendes ou quote-part des résultats des sociétés sur la ligne "revenus des immeubles".

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle 2022
des comptes combinés condensés**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022

Aux adhérents,
GROUPAMA ASSURANCES MUTUELLES
8-10 rue d'Astorg
75008 PARIS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels combinés condensés de la société GROUPAMA ASSURANCES MUTUELLES, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels combinés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels combinés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels combinés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels combinés condensés, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et concordance avec les comptes semestriels des informations prudentielles (couverture de la marge de solvabilité).

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 8 septembre 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Marine Bardon Sébastien Arnault

Jean-Claude Pauly

Maxime Simoen

Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le premier semestre 2022 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre combiné, et que le rapport semestriel d'activité figurant en première partie du présent Rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 23 septembre 2022

Thierry Martel

Directeur général